

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 6 mai 2023.

En occident ou dans les pays dits développés. Les ravages de l'ouvriérisme.

Il est de bon ton de se décharger sur les autres de toute responsabilité sur l'origine des maux, souffrances et malheurs qui accablent les peuples, il en serait de même des conséquences de nos actes de la vie quotidienne. J'ai lu cela la semaine dernière dans l'éditorial d'un journal d'un parti qui se dit marxiste et socialiste, cela laisse rêveur !

Bref, il y en a même qui poussent le vice jusqu'à en faire commerce ou le colporter. Les travailleurs en général quel que soit leur statut social ou leur revenu n'y seraient pour rien, nous dit-on. Ceux qui tiennent ce discours démagogique flattent l'ignorance et les faiblesses des masses au lieu de les combattre de manière à attirer l'attention et gagner la confiance de ceux parmi elles qui sont en quête d'existence ou de reconnaissance. A ce titre, le militantisme est un puissant moyen pour se donner bonne conscience à pas cher, du moment qu'on est engagé, on estime que c'est forcément pour la bonne cause, ce qui est un peu léger comme justification dans la mesure où c'est ce que pense aussi ceux qui rejoignent la police ou l'armée, la légion étrangère, je ne suis pas certain qu'ils œuvrent pour une cause humaniste !

S'ils ne sont pour rien dans l'évolution cauchemardesque de la situation, la transformation ou l'orientation désastreuse de la société, il faut en tirer toutes les conséquences et ne pas s'arrêter en chemin. Cela signifie qu'il ne faut pas compter sur eux pour changer quoi que ce soit, leur déléguer le moindre pouvoir, dont le droit de vote qui devrait leur être refusé ou ce serait pure folie, non seulement parce qu'ils ne sont pas mûrs pour exercer la démocratie, ils en ignorent toujours la signification et les implications.

Si la réaction est au pouvoir pour encore des décennies, voire davantage, c'est que quelqu'un l'y a mise, et si elle nous pourrit la vie quotidiennement, c'est bien parce qu'il y en a qui la laissent faire et l'alimentent. Et qu'on ne nous sorte pas que ce serait la faute du mouvement ouvrier dégénéré, certes il l'est, là encore personne n'est obligé de le rejoindre tel qu'il est, il existe suffisamment d'instruments (numériques) de communication pour se faire connaître ou le contourner, rassembler les partisans d'un changement de régime politique et économique, si cela ne se produit pas, c'est parce qu'ils n'existent pas ou plutôt les opposants résolus au régime sont divisés à l'infini.

Au lieu de perdre notre temps à examiner quelles en sont les conséquences, on ferait mieux de se demander pourquoi ou quelles en sont les origines, à commencer par la principale, les analyses de la situation mondiale réalisées par tous les courants politiques qui se sont avérées erronées, l'incapacité de leurs dirigeants de renouer avec le marxisme, de prendre en compte l'ensemble du processus historique qui sert de trame au développement économique et politique. Cela les a conduits à adopter des positions profondément réactionnaires, que ce soit sur les conflits mondiaux (Libye, Irak, Syrie, Ukraine, etc.) ou les mystifications sanitaire ou climatique qui empiétaient sur une multitude de secteurs économiques et sociaux, les crises économiques ou financières, les opérations ou campagnes nationales ou internationales à caractère communautaire ou identitaire orchestrée par l'oligarchie financière, sur la liberté d'expression ou de la presse, les mœurs ou les us & coutumes, les discriminations en tous genres, l'instrumentalisation du moindre fait divers ou

évènement isolé à des fins politiques contre les masses, à aucun moment il ne s'est trouvé une formation politique pour produire une analyse qui prennent en compte la totalité des faits ou qui s'en tiennent strictement aux faits, je ne parle pas de leur interprétation.

Chaque fois il a fallu qu'ils bidouillent la réalité pour qu'elle soit conforme à leur orientation politique ou la justifie. A part cela, ils ne tiennent pas à avoir absolument raison, non, non, mais qui les croit ? Chaque fois ils nous ont offert un bien piètre spectacle en sombrant dans le déni de la réalité et le ridicule un peu plus tard en prime. La réalité, ils l'ont défigurée, escamotée, trafiquée au point de la rendre méconnaissable, au nom de la vérité de préférence ou de la science, pour qu'on ne puisse pas les confondre par la suite. Mauvais calcul, mais avaient-ils le choix, car nous n'avons pas attendu après eux pour la décrire telle qu'elle s'était manifestée grâce à une armée forte utile à travers le monde de témoins plus ou moins bien intentionnés du reste, peu importe. L'essentiel c'est de rassembler les informations, de réunir les pièces du puzzle qui permettent d'avoir une vue d'ensemble du tableau, quitte à ajouter les pièces manquantes parce que nous les avons déjà collectés, de sorte que chacun puisse se faire librement ou en toute indépendance sa propre idée de la situation.

Une fois ce constat dressé, de notre point de vue, faire tomber les masques de l'opportunisme ou de l'imposture est une tâche relativement aisée. On l'a déjà accomplie en réalité ou les faits s'en sont chargés eux-mêmes sans qu'on ait à intervenir. D'ailleurs, tout le monde va finir par comprendre que les épisodes sanitaire et climatique étaient de gigantesques escroqueries politiques, le mouvement ouvrier ne se remettra jamais de telles casseroles, il doit être refondé sur des bases saines, à partir d'une analyse sans concession et honnête.

Au cours des 15 dernières années j'ai eu l'occasion d'envoyer des mails à une douzaine de responsables politiques ou cadres pour tenter de tisser des liens avec eux, de nous rapprocher pour voir si nous pourrions faire quelque chose ensemble, collaborer ou se partager le travail, en vain, quand j'ai reçu des réponses, généralement c'était sur un ton méprisant et je n'ai pas insisté.

Voilà pourquoi j'ai continué à actualiser ce portail, et non pour me distinguer ou pour qu'on parle de moi, franchement, à mon âge dans mon trou en Inde, qu'est-ce que vous voulez que ça me foute ! N'ayant trouvé aucune formation politique qui partagerait mes idées ou tout du moins qui les respecterait, j'ai été amené contre mon gré à déclarer fonder un nouveau courant politique pour tenter de les partager malgré tout.

En ne reproduisant plus les causeries dans la page d'accueil du portail, sa fréquentation a été réduite de moitié, une sorte d'épuration naturelle s'est opérée, semble-t-il, cela ne me contrarie pas, bien au contraire, car je déteste les opportuns ou me faire passer pour ce que je ne suis pas. De 145 000 visites en 2021, on a terminé 2022 à 79 000 visites seulement, et 2023 s'annonce une année exceptionnelle aux alentours de 40 ou 50 000 selon les dernières statistiques.

Plus le temps passe, et plus les gens ne croient plus en rien ni en personne, et les militants ou les travailleurs que mon courant politique pouvaient intéresser adoptent le même comportement, celui qui leur est dicté, non pas par les évènements, mais par la machine à propagande du régime qui fonctionne 24h/24, elle est destinée à broyer les consciences, à faire douter les plus résolus, à démoraliser les plus déterminés, quoiqu'on en dise, force est de constater que cela marche à merveille jusqu'à présent.

Le mouvement ouvrier de révolutionnaire en est réduit à un bruit de casseroles, les siennes, des casseroles aussi vides que ses dirigeants. On a vu des syndicalistes taper sur des casseroles à 300 ou

500 mètres du lieu où devait se produire Macron, autant dire qu'ils n'ont fait que se casser eux-mêmes les oreilles. Offrez-leur des jeux et du pain, n'oubliez pas la batterie de cuisine !

Une voix, un vote, c'est la démocratie, qu'il soit permis d'en douter fortement.

C'est ce système politique démagogique qui a placé Macron au pouvoir. Compte tenu que l'immense majorité de la population n'a pas développé une conscience politique, une conscience de classe, ceux qui détiennent les moyens financiers et qui eux en possèdent une, n'ont rencontré aucune difficulté pour conditionner ou manipuler cette majorité, afin qu'elle leur remette tous les pouvoirs ou se résignent à placer son destin entre leurs mains.

Cette manifestation d'impuissance et de soumission ne devait pas rester sans conséquences... A quoi bon s'attarder sur ce sujet ou poursuivre notre analyse, puisque tout le monde s'en fou ou personne n'entend se dresser contre cette situation, je parle sérieusement.

C'est ce système qui a permis la suspension de nos libertés fondamentales pendant plus de 3 ans à partir de janvier 2020. En fait, il est tellement vicié à la base qu'il autorise toutes les dictatures, sauf une, la dictature du prolétariat parce qu'elle sonnerait le glas de toutes les autres liés au capital.

Quelque part, bien qu'ils soient ultra minoritaires dans la société, les capitalistes et leurs représentants officiels s'estiment légitimes pour gouverner, parce qu'ils sont plus conscients que le reste de la population ou les autres classes, ce n'est pas totalement faux, mais ce qui est vrai aussi, c'est l'inverse, à savoir qu'il existe également une minorité de travailleurs parmi les classes exploitées ou opprimées qui ont atteint un niveau de conscience qui n'a rien à envier à celui de leurs ennemis, et il en faut de peu pour qu'ils soient prêts à prendre le relais des capitalistes en fournissant aux masses les moyens d'exercer la démocratie.

Ce que j'ai voulu dire par là, c'est que dans la mesure où la démocratie n'existe pas, elle ne se décrète pas davantage. On ne peut pas l'inventer ou la faire vivre du jour au lendemain. C'est impossible d'élever le niveau de conscience des masses d'un coup de baguette magique, il faut être sérieux et ne pas s'écarter de la réalité. Notez bien qu'on ne se résigne pas ou on n'abandonne pas cet objectif, bien au contraire. On dit simplement qu'il faut du temps, un peu comme celui nécessaire à un enfant ou à toute personne qui doit passer par une période d'apprentissage pour parvenir à un certain niveau de connaissance, un passage obligé en quelque sorte qu'on doit s'imposer, sinon il faudrait se résoudre à demeurer ignorant ou renoncer à la démocratie.

Vous me direz, mais qu'en est-il pour ces travailleurs plus conscients que les autres. Et bien c'est aussi simple, plus simple, eux aussi doivent continuer d'apprendre quotidiennement pour affronter les immenses défis qui se présentent à eux, ils sont logés à la même enseigne, mais disposant des instruments de la logique et de solides connaissances de base, ils sont en mesure d'aborder facilement n'importe quel sujet et de prendre position, d'évaluer les propositions qui leur sont soumises pour prendre les décisions qui correspondent aux intérêts de la population sans hypothéquer les besoins des futures générations et les ressources de notre planète qui ne sont pas inépuisables.

Maintenant, pour que cette minorité de travailleurs conscients concurrence celle des capitalistes, il faut qu'elle rompe avec le capitalisme et ses institutions, qu'elle cesse de vouloir leur faire jouer un rôle dans le futur, il faut qu'elle s'élève au niveau du socialisme scientifique de Marx et Engels en

tirant les leçons théoriques et pratiques de la lutte des classes du passé à nos jours, sinon elle est condamnée à se décomposer (PCF, NPA), se putréfier (POI-POID) ou se fossiliser (LO).

Parmi la classe ouvrière et les classes moyennes, des centaines de milliers ont plus ou moins conscience de certains aspects du fonctionnement de la société capitaliste, mais une infime minorité parmi eux sont parvenus à faire le tour de la question, disons pour être bref, ils doivent se compter sur les doigts de deux ou une main seulement, c'est très peu, et en plus ils ne se connaissent pas ou ils s'ignorent, du coup, aussi loin que porte notre regard sur l'horizon, il n'existe à ce jour aucune issue politique conforme à nos intérêts, ceux qui prétendent le contraire vous raconte des blagues.

Cependant il suffirait que les masses entrent en effervescence et que le régime continue de les agresser et commette l'erreur de les réprimer violemment, pour qu'un grand nombre de militants basculent vers le socialisme. Ainsi la minorité qui nous fait défaut aujourd'hui verrait enfin le jour, c'est tout le mal qu'on peut se souhaiter et auquel nous travaillons sans relâche.

Le Great Reset ou Grande Réinitialisation du capitalisme a du plomb dans l'aile, dans cette causerie vous découvrirez que l'Intelligence artificielle est contestée par un de ses concepteurs, Google, Facebook, Twitter, tous les réseaux dits sociaux qui concourent à la fabrication du consentement sont remis en cause, la guerre inter impérialiste actuelle est de plus en plus impopulaire, tous les gouvernements nationaux sont contestés, les mouvements sociaux et parfois les émeutes se multiplient dans le monde entier, ils profitent du chaos qu'ils ont créé sur le plan économique, énergétique, logistique pour se livrer à des augmentations drastiques des prix, organisant un véritable racket, pillage du revenu des masses et dont les plus défavorisés sont les principales victimes, gazant et matraquant féroceement les participants à chaque manifestation, Macron, ses ministres ou élus ne peuvent plus apparaître en public sans être vivement conspués, ils sont persona non grata dans leur propre pays, etc. Tous ces facteurs indiquent une radicalisation de la situation et des acteurs des deux camps en présence.

Quand interviendra l'affrontement décisif ? Personne n'en sait rien, à nous de nous y préparer, en espérant qu'on en profitera pour refonder le mouvement ouvrier, se doter d'un véritable syndicat de classe et d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire.

Lu dans les commentaires d'un blog.

1- Et tout cela, à cause de certaines conversations.

Alors l'échange verbal n'est que l'étalage de banalités, autant dire : aucune conversation, ce qui n'est guère mieux pour le résultat ou pour une élévation des consciences et de respect vis à vis de l'autre... une dictature de la pensée.

2- Je crois que je préfère m'ennuyer que de me prêter à des conversations hypocrites. Même parler de la pluie et du beau temps est devenu sujet à prises de bec avec l'influence du réchauffisme. Et comme sur ce sujet, je suis sûr de clore le bec de quiconque en moins de 2 minutes, mais aussi sec de me faire un ennemi de plus je préfère rester dans ma bulle et de m'y ennuyer en rêvant éveillé.

3- J'ai les deux cas de figure dans ma famille :

1) Ma famille paternelle qui n'a pas besoin de moi pour vivre a coupé les ponts depuis 2021 ;

2) Ma famille maternelle qui n'attendait de moi que des enveloppes bien remplies (la cousine célibataire qui a une "bonne retraite" et que l'on invitait à chaque "occasion d'enveloppe") les

attend toujours, car c'est moi qui ai coupé les ponts avec tous les gens qui ont une mentalité de "collabos".

Ils ont choisi la voie du fric et de l'épate alors que j'ai choisi la voie de la vie toute simple...

4- Repas de famille l'autre jour et donc plan de table à savoir ou c'est y qu'on me fout? En bout de table avec en voisin deux personnes n'ayant strictement aucune affinité! D'une normativité extrême, ces deux personnes ne m'ont pas adressé le moindre regard ni aucune considération et même l'usage de s'inquiéter ou de se présenter aux autres ne fut pas respecté; Pas un mot à placer sans y foutre le bordel... Ce que j'ai fini par faire jusqu'à l'absurde.

Le sujet global des "discussions" étaient justement la dictature actuelle!

5- Je partage totalement votre inquiétude car c'est également ce que je constate dans tout mon entourage : une totale dépossession de sa capacité de jugement et même de son bon sens ancestral !

6- C'est ce que j'ai tendance aussi à penser mais je m'interdis de le penser par humanisme, et aussi parce qu'il est intelligent pour d'autres choses. Je pense que ça va au-delà et que c'est plus profond qu'un simple manque d'intelligence.

Le plus drôle c'est qu'il pense que c'est moi qui suis déconnecté de la réalité. Chez lui le déni de réalité est trop excessif pour être normal. Il y a quelque chose qui ressemble à une emprise psychique qui empêche l'individu de percevoir le réel, d'exercer son discernement, de penser par lui-même : l'individu n'est plus qu'un élément d'une ruche mentale, il ne s'appartient pas psychiquement.

7- Personnellement et au vu de l'incroyable propagande actuelle et ce qu'elle parvient à mettre dans les têtes de 95 % de la population, j'évite de participer aux rassemblements qu'ils soient d'ordre familial ou de voisinage, parce que je suis sûr que je vais gâter l'ambiance. Je laisse donc ces braves gens faire entre eux de l'occidentalisme à pas cher sans crainte d'être gêné par l'outrecuidant que je suis devenu.

Désolé si j'en importune quelques-uns ici, mais c'est devenu une de mes trop rares opportunités de m'exprimer.

J-C – Comme quoi je ne me fais pas d'illusions et c'est bien ce que je vis également de la part des personnes que je connais en France ou ma famille, pas de la part des Indiens qui me voient vivre au quotidien. Personne ne t'écrit ou te répond, loin des yeux loin du cœur, c'est pitoyable et bien triste, mais compréhensible.

L'hyper individualisme a gagné de nombreux adeptes au cours des 4 ou 5 dernières décennies.

Les gens se foutent de ce que vous pensez, de ce que vous devenez quand ils ne vous ont pas vu depuis très longtemps, qui plus est, s'ils croient qu'ils ne vous reverront sans doute jamais. Ils sont plus ou moins schizophrène, déjà que vous ne faites pas ou plus partie de leur vie, alors vous avez aucune chance d'y entrer, vous êtes un intrus, un étranger et on vous traite comme tel. Pour moi qui suis très attaché aux gens que j'ai connus, c'est particulièrement cruel.

La vie est ainsi faite ! Cela fait 21 ans ce mois-ci que je ne suis pas allé en France, et que je n'ai pas revu ma famille ou ce qu'il en reste.

Une autre fois je raconterai ce qui m'est venu à l'esprit ce matin au réveil en repensant au passé. Je me suis dit que j'avais eu tort de m'obstiner à respecter des principes qu'on m'avait inculqués, parce que cela allait me causer inutilement bien des problèmes et déterminer en grande partie le cours de ma vie, contribuer à la foirer jusqu'à la terminer dans ce trou en Inde, à cause d'une femme évidemment !

Un commentaire lu à la suite d'un article :

- C'est nous-mêmes qui sommes responsable de notre propre destruction, nous les laissons faire sous prétexte que nous ne pouvons rien.

Capitalisme : Stop ou encore ? Encore, encore, encore ! Le socialisme peut attendre. Et eux ?

- En 2022, 258 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence, soit 65 millions de plus qu'en 2021.

Le nombre de pays concernés a également augmenté pour passer de 53 à 58.

L'insécurité alimentaire aiguë englobe les niveaux 3 à 5 de l'échelle internationale de la sécurité alimentaire: crise, urgence et catastrophe.

En 2022, le niveau 3 a concerné 26% de la population de la République démocratique du Congo, 21% des Éthiopiens, 12% des Nigériens et 24% des Soudanais.

L'insécurité du niveau 4 a touché 3,8 millions de Congolais (4%), 3,1 millions de Soudanais (6%), 2,9 millions de Soudanais du Sud (23%), 1,5 million de Somaliens (9%).

Selon le rapport, l'insécurité alimentaire "*reste à un niveau inacceptable*" notamment en RDC, en Éthiopie, en Afghanistan, au Nigeria ou encore au Yémen.

Sur 376.000 personnes se trouvant dans la phase "*catastrophe*" de l'insécurité alimentaire, la phase la plus critique, 57% vivent en Somalie, qui est depuis fin 2020, tout comme le reste de la Grande Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Djibouti, Kenya et Soudan) en proie à la pire sécheresse de ces 40 dernières années.

La phase catastrophe frappe également des Soudanais du Sud, des Burkinabè et des Nigériens.

La FAO signale que les conflits ont été le principal moteur des crises alimentaires en 2022.
fr.sputniknews.africa 3 mai 2023

Le monde associatif et les ONG sont à vomir.

J-C – Tout ce qui se présente comme une alternative sur le plan humanitaire dans le cadre du régime en place, est une imposture, cela vaut aussi pour les médias.

Audi Q7 et salaire annuel de 203 000 € : les avantages du directeur d'Equalis, qui prétend aider les plus démunis - lemediaen442.fr 3 mai 2023

L'association Equalis, censée venir en aide aux personnes défavorisées, est au cœur d'un scandale financier concernant ses dépenses somptueuses malgré les subventions publiques qu'elle reçoit.

L'association Equalis, qui est censée venir en aide aux personnes défavorisées, a reçu 83 millions d'euros de subventions publiques, dont 14 millions pour les demandeurs d'asile. Seuls quelques médias confidentiels et Le Canard enchaîné, ont réellement parlé de cette affaire.

Equalis avait un directeur général, Arthur Anane, qui touchait un salaire exorbitant de 203 000 € brut par an, d'une Audi Q7 d'une valeur d'environ 90 000 euros, louée plus de 2 000 euros par mois par l'association. Il disposait également d'un logement de fonction.

Le contraste entre les dirigeants et la mission de l'organisation

Le contraste entre le mode de vie somptueux des dirigeants et la mission fondamentale de l'organisation d'aider les personnes dans le besoin, notamment par le biais de services sociaux d'urgence tels que le "115" qu'elle gère, est frappant. L'association est subventionnée par de nombreuses entités publiques, notamment des autorités régionales de développement économique et social et des agences de santé, ainsi que par des donateurs privés tels que Carrefour, Auchan, Carrefour, Véolia, Banque populaire...

Le scandale du séminaire

Cette fois-ci, il s'agit d'un séminaire de trois jours coûteux offert à son comité exécutif, pour un montant de plus de 12 000 euros. Malgré le fait que l'organisation soit financée par des fonds publics pour aider les sans-abri et les migrants, la réunion a eu lieu à l'hôtel Pullman de Bordeaux, un établissement luxueux, et n'a été fréquentée que par 11 membres du comité.

L'enquête et ses conclusions

Une enquête a révélé de nombreuses irrégularités et a donné lieu à des injonctions et des recommandations, notamment des salaires excessifs, des cartes de crédit prépayées, des achats injustifiés d'appareils électroménagers et des contrats de conseil attribués aux contacts personnels du directeur.

La misère des uns fait le bonheur des dirigeants de l'association Equalis ! lemediaen442.fr 3 mai 2023

Inversion accusatoire. Dis-moi qui sont tes ennemis et je te dirai qui tu es.

La liberté de la presse est "noyée" sous la désinformation, alerte Reporters sans frontières dans son classement annuel - AFP/franceinfo 3 mai 2023

Pour l'ONG, les nouveaux "*moyens technologiques permettent de diffuser le faux, de le présenter pour le vrai, d'amplifier les rumeurs, la propagande*", et leur "*intensité est inédite*".

Sans changement, le pays le mieux noté est la Norvège et le dernier la Corée du Nord. La France est 24e et gagne deux places. Globalement, les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises dans 7 pays sur 10

Dans les deux tiers des 180 pays évalués, les spécialistes qui contribuent à l'élaboration du classement "*signalent une implication des acteurs politiques*" dans des "*campagnes de désinformation massive ou de propagande*", selon RSF. C'est le cas de la Russie, de l'Inde, de la Chine ou du Mali.

"*L'information fiable est noyée sous un déluge de désinformation*", juge Christophe Deloire, secrétaire général de l'ONG.

Mais ce qui l'inquiète tout particulièrement, c'est la capacité qu'ont certains Etats de "*disposer de moyens technologiques pour exercer une propagande*". "*Que ce soit Moscou ou Pékin, les grandes dictatures ne se contentent pas de contrôler les esprits de leurs citoyens avec un bourrage de crâne*", s'est-il désolé sur France Inter, alertant sur la volonté qu'ont la Russie et la Chine "*d'exporter leur contenu de propagande et leur modèle de contrôle de l'information*" au-delà de leurs frontières. AFP/franceinfo 3 mai 2023

J-C - La Russie, l'Inde, la Chine, le Mali dans le collimateur de Washington. En France et dans tous les pays occidentaux la désinformation sévit hystériquement 24h/24 dans tous les médias mainstream, je ne cesse d'en faire la démonstration dans ces causeries, c'est devenu compulsif chez eux, obsessionnel, la norme. Avec une telle référence, RSF, l'AFP et France Info montrent leur véritable nature ou quels intérêts ils servent.

Reporters sans frontières, qu'est-ce que c'est cette officine ? En bref.

Quant à RSF financé par la NED/CIA, le gouvernement américain et français, l'Union européenne, l'United States Agency for International Development (USAID), l'Open Society Institute du milliardaire George Soros, etc.

En avril 2002, RSF a soutenu le coup d'Etat contre le Président Hugo Chávez organisé par Washington.

Le 16 janvier 2004, RSF s'est réunie avec les représentants de l'extrême droite cubaine de Floride pour mettre en place une stratégie de lutte médiatique contre le gouvernement cubain.

En 2003/2004, l'Union européenne (UE) a octroyé 1 293 303 euros à RSF.

RSF a fait l'apologie de l'invasion de l'Irak en 2003

Le 16 août 2007, lors de l'émission de radio « *Contre-expertise* », Robert Ménard, alors secrétaire général de RSF, a légitimé l'utilisation de la torture.

RSF a soutenu le coup d'Etat contre le Président haïtien Jean-Bertrand Aristide organisé par la France et les Etats-Unis le 29 février 2004 en titrant : « *La liberté de presse retrouvée : un espoir à entretenir* », et dans le même temps recevait 11 % de son budget du gouvernement français (397.604 euros pour 2003). (legrandsoir.info)

Suivez la piste de l'argent...

RSF affirme ouvertement que seuls les pays sous-développés l'intéressent : « Nous avons décidé de dénoncer les atteintes à la liberté de la presse en Bosnie et au Gabon et les ambiguïtés des médias algériens ou tunisiens... mais de ne pas nous occuper des dérives françaises ». Pourquoi ? « *Parce que, ce faisant, nous risquons de mécontenter certains journalistes, de nous mettre à dos les grands*

patrons de presse et de braquer le pouvoir économique. Or, pour nous médiatiser, nous avons besoin de la complicité des journalistes, du soutien de patrons de presse et de l'argent du pouvoir économique ».

RSF n'a jamais caché ses relations avec le monde du pouvoir : « *Un jour, nous avons eu un problème d'argent. J'ai appelé l'industriel François Pinault pour qu'il nous apporte son aide. [...] Il a répondu aussitôt à ma demande. Et c'est cela seul qui compte* » car « *la loi de la gravitation existe, chers amis. Et la loi de l'argent aussi* ».

RSF est infréquentable.

La face cachée de Reporters sans frontières - de la CIA aux faucons du Pentagone.

<https://www.legrandsoir.info/la-face-cachee-de-reporters-sans-frontieres-de-la-cia-aux-faucons-du-pentagone.html>

La dernière ignominie de Reporters sans frontières

<https://www.legrandsoir.info/la-derniere-ignominie-de-reporter-sans-frontieres.html>

Ukraine : Reporters sans frontières applaudit une loi qui censure la presse.

<https://www.legrandsoir.info/ukraine-rsf-applaudit-une-loi-qui-censure-la-presse.html>

Le "Nobel Israélien" récompense Reporters Sans Frontières.

<https://www.legrandsoir.info/le-nobel-israelien-recompense-reporters-sans-frontieres.html>

Les subventions versées à Reporters sans frontières par l'Union européenne intrigue le Médiateur.

<https://www.legrandsoir.info/les-subventions-versees-a-reporters-sans-frontieres-par-l-union-europeenne-intrigue-le-mediateur.html>

Une info de dernière minute qui confirme mon propos.

Centrafrique : comment les Etats-Unis engagent une stratégie pour évincer le groupe Wagner du pays – Francetvinfo 2 mai 2023

Depuis maintenant cinq ans, des hommes blancs, masqués, sont systématiquement présents à chaque sortie de leur président Faustin Archange Touadéra. Aujourd'hui, la milice Wagner appuie l'armée centrafricaine, sécurise les convois, mais y exploite aussi plusieurs mines et contrôle les douanes du pays. Les Etats-Unis seraient en train d'essayer de changer la donne. Une réunion secrète se serait tenue à Washington, en décembre 2022, lors du Sommet Afrique-USA. Ce jour-là, une équipe de la Maison-Blanche aurait proposé de soutenir la formation des forces armées centrafricaines, et d'augmenter leur aide humanitaire, en cas de départ de la milice. En cas de refus, ils seraient prêts à couper tout financement. Une pression dénoncée par certains.

Cette tentative américaine pour dégager la milice Wagner s'inscrit dans une stratégie plus large. "Ces manœuvres témoignent de la volonté d'affaiblir la Russie, qui déploie de son côté, une diplomatie agressive en Afrique", indique Charles Bouessel, consultant sénior pour l'International Crisis Group.

Les Etats-Unis n'ont pas confirmé cette information. L'ambassade américaine en Centrafrique, via un post Facebook, rappelle seulement qu'il respecte la souveraineté du pays. Francetvinfo 2 mai 2023

J-C – Et il faudrait le croire ?

Vous avez bien lu les Etats-Unis entendent « dégager » la Russie de Centrafrique, ils ne s'en cachent pas, en fait de tous les pays où la Russie ou la Chine ont établi des relations économiques, commerciales, diplomatiques, militaires et politiques, d'où la nécessité absolue et urgente pour eux de stopper les ambitions totalitaires américaines par tous les moyens, y compris militaires.

Lu sur Twitter en accès libre.

- Pour payer moins d'impôts, devenez milliardaires ! Cette sous-imposition est encore plus criante sur l'IFI, qui a succédé à l'ISF. Selon l'étude de l'IPP, en 2016, les 370 familles les plus riches de France n'étaient taxées qu'aux alentours de 0,3 % de leur patrimoine...

- Selon l'Institut des Politiques Publiques, le taux d'imposition sur le revenu qui pèse sur les 370 premiers foyers fiscaux du pays s'élève en moyenne à seulement 2,5%. Plus stupéfiant encore, il descend à 0,26 % pour les 37 familles les plus riches de France... (L'Obs)

Tiers-mondisation et esclavage. Quand le travail informel s'installe en France.

J-C – Vous constaterez une fois de plus, que c'est une part importante de la population (des classes moyennes ?) qui encourage son développement. Ils avaient annoncé qu'ils voulaient que la population change de comportement et son « mode de consommation », apparemment ils y parviennent sans trop de difficulté, c'était prévisible...

Un rapport présenté à l'Assemblée Nationale préconise la régulation des dark stores et dark kitchen - 20minutes.fr 4 mai 2023

« L'explosion de la demande de livraison express à domicile marque une véritable rupture dans nos modes de consommation. De nouvelles mesures doivent être adoptées pour réguler ce quick commerce ». Ce mercredi, Maud Gatel, députée de la 11e circonscription de Paris, présente les conclusions de la mission d'information sur le « quick commerce » à l'Assemblée nationale.

Si deux entreprises, Flink et Getir, règnent actuellement sur les Dark stores, cette dernière vient d'ailleurs d'être placée en redressement judiciaire par le Tribunal de commerce de Paris, Maud Gatel cite également « les plates-formes de livraison comme Just Eat, Deliveroo ou Uber Eats ».

Selon le rapport, ces « dark stores » ou « dark kitchen » comptent « pour 49 % des produits alimentaires livrés à domicile le jour même » à Paris et en Île-de-France, contre 26 % dans tout le

pays. « *La capitale et la petite couronne abritent l'essentiel des implantations du secteur à l'échelle du pays, soit près de 72 % des dark stores et 60 % des dark kitchen au début de l'année 2022* ».

Un « *essor spectaculaire* » qui se traduit dans les chiffres avec un marché estimé à 10 milliards d'euros en 2021 contre 4 milliards « *seulement* » en 2019. Un secteur à réguler jusque dans le droit du travail puisque le rapport indique que si la majorité des livreurs des « *dark stores* » sont des salariés, « *les travailleurs des plateformes sont des indépendants* » et certaines estimations font état de « *70 % des effectifs employés* » sont sans titre de séjour.

J-C Le coin des bonnes intentions du législateur.

Protection des travailleurs

C'est pourquoi les premières conclusions du rapport portent sur ce point : faire respecter le droit actuel des salariés. Ainsi Maud Gatel propose de « *travailler à l'établissement d'une convention collective unique pour le commerce de livraison de produits alimentaires à domicile* » pour les salariés tout en veillant au « *respect du principe du repos dominical dans l'organisation de l'activité des entreprises* ».

Les indépendants ne sont pas oubliés puisque le rapport préconise de conforter un cadre de représentation et de négociations collectives entre les travailleurs et les plateformes, de renforcer le droit des livreurs indépendants par « *le recours à des dispositifs de portage salarial* », de permettre la prise en considération de la situation des livreurs indépendants dans la « *circulaire Valls* », tout en renforçant les sanctions des plateformes qui utilisent des employés en situations illégales et envers les personnes qui leur sous-louent des comptes de livreurs. Le rapport demande également à ce que des prescriptions minimales soient établies au sujet des véhicules et équipements pour la sécurité des livreurs. 20minutes.fr 4 mai 2023

Totalitarisme. Combat contre le wokisme et la théorie du genre.

États-Unis: le parlement de Floride interdit les traitements de transition de genre pour les mineurs - BFMTV 4 mai 2023

Le texte voté ce jeudi par les républicains de Floride proscrit les opérations chirurgicales, les traitements bloquant la puberté ou la prise d'hormones. BFMTV 4 mai 2023

Pédophilie et prostitution déguisée ou légale aux Etats-Unis.

Un enfant drag queen sponsorisé par une appli de rencontre gay danse sensuellement entouré d'hommes survoltés - lemediaen442.fr 2 mai 2023

Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux fait scandale. On y voit un très jeune drag queen danser au milieu d'une foule d'adultes lors d'une soirée parrainée par Jack'd, une application de chat et de rencontre pour les hommes gays et bisexuels à la recherche de relations sexuelles. Le jeune drag queen, qui porte une robe rose et des bottes en latex noir, est le seul enfant présent à la fête entouré d'hommes survoltés de la communauté LGBT.

Le drag queen en question est Ally Marc Jacobs, un préadolescent de 13 ans originaire de Kingston Wells, qui se produit régulièrement dans des spectacles pour adultes. Il est sous la coupe de Jamari Amour, un mannequin et chorégraphe de porno gay, qu'il appelle « *papa* ».

En mars, il avait déjà suscité l'indignation en dansant dans une robe en latex noir et des bottes à talons hauts pour un public d'adultes au Brtbv TV Awards Ball à New York. Lors de cette représentation, on peut apercevoir le garçon tenu en laisse avec une chaîne par un adulte.

<https://lemediaen442.fr/un-enfant-drag-queen-sponsorise-par-une-appli-de-rencontre-gay-danse-sensuellement-entoure-dhommes-survoltes/>

Pousse au viol. Elles ne se prostituent pas, elles sont seulement stripteaseuses.

Tendance : le cache-téton, revendication de liberté féminine - francetvinfo.fr 30 avril 2023

Les soutiens-gorge n'auraient plus la cote. Celles qui n'en portent plus se déclarent, selon le terme anglais, "*no bra*", "*sans soutien-gorge*". Cependant, 69% des moins de 25 ans se déclarent gênées qu'on voit leur téton. Alors par pudeur, elles achètent de petites coques autocollantes, dénommées cache-tétons, et composent sur l'extrémité de la poitrine, sous le t-shirt. Autrefois cantonnés aux stripteaseuses, ces accessoires, qui permettent de dissimuler les mamelons, voient leurs ventes exploser.

Certains fabricants proposent une alternative

Toutes les enseignes répondent à cette demande qui ressemble à une revendication de liberté féminine. Les influenceuses servent de modèle et disent appartenir au "*club des sans soutien-gorge*" sur les réseaux sociaux. francetvinfo.fr 30 avril 2023

Ils détestent l'espèce humaine

J-C – Ces adeptes dégénérés d'un monde carcéral, totalitaire font la promotion de la solitude, de l'atomisation de la population pour la rendre impuissante, stérile, vulnérable, schizophrénique et manipulable à souhait.

Les relations sexuelles en valent-elles vraiment la chandelle? - Slate.fr 2 mai 2023

Vous connaissez peut-être les incels. Ce terme, contraction de «*involuntary celibacy*», est utilisé par des hommes misogynes qui blâment les femmes pour leur propre statut de célibataire. Désormais, un groupe opposé se forme: les célibataires volontaires. Ces personnes rejettent les standards du couple et du sexe, et pour beaucoup s'en sentent mieux. The Guardian est allé recueillir leurs témoignages.

Selon une étude de grande ampleur menée par l'Université d'Indiana, il y a eu une hausse entre 2009 et 2018 du nombre d'adolescents aux États-Unis qui n'ont pas d'activité sexuelle, passant de 28,8% à 44,2% pour les jeunes hommes, et de 49,5% à 74% pour les jeunes femmes. Cette tendance vient par exemple de la sensibilisation à l'asexualité, ou encore d'une baisse de la consommation d'alcool. Slate.fr 2 mai 2023

Combat contre la dictature climatique. La supercherie éventée.

La vente de jets privés devrait atteindre les sommets en 2023 3 mai 2023 - LePoint.fr 3 mai 2023

Les ventes de jets privés neufs et d'occasion devraient générer 34,6 milliards de dollars cette année, contre 34,1 milliards l'an dernier. LePoint.fr 3 mai 2023

Totalitarisme. "Macron démission", "Macron, on t'emmerde". Abus de pouvoir intolérable.

Emmanuel Macron à Saintes : malgré l'arrêté préfectoral, un comité d'accueil pour le président - Le HuffPost 4 mai 2023

Un retraité condamné à un stage de citoyenneté pour avoir affiché une banderole anti-Macron - BFMTV 4 mai 2023

J-C - Sur cette banderole il était écrit : "*Macron, on t'emmerde*". Ce salopard a le droit de nous emmerder et de s'en vanter, lui il est au pouvoir et c'est un tyran, nous non, c'est la toute la différence.

Ils sont tellement heureux... qu'ils aimeraient bien que cette relation change radicalement !

Fête du Travail : La relation aigre-douce des Français avec le leur - Le HuffPost 1 mai 2023

78 % des personnes sondées donnent une place « *importante* » à leur travail dans la vie. Point positif, elles sont 65 % à se dire « *heureuses* » dans leur tâche quotidienne. Le chiffre grimpe encore quand on interroge les Français sur le « *sens* » qu'ils donnent ou non à leur métier : 76 % d'entre eux affirment « *être engagés dans la finalité* » de leur labeur.

Sans surprise, les signaux d'alerte ne sont pas forcément à trouver au niveau de l'engagement des Français. En revanche, plusieurs chiffres témoignent d'une forme de malaise ambiant, en tout cas partagé par une part significative de la population dans leur travail. Ce n'est pas un hasard si 45 % des sondés disent avoir « *songé* » à démissionner au cours des six derniers mois, et si 15 % affirment avoir franchi le pas.

Plus délicat, la moitié des Français est « *inquiète* » de connaître un burn-out, un épuisement physique, émotionnel et mental dans sa vie professionnelle dans les temps à venir. Ils sont même 34 % à avoir déjà vécu un épisode de ce type par le passé. Des chiffres à mettre en relation avec l'étude annuelle du groupe de protection sociale Malakoff Humanis, publiée en septembre dernier, laquelle montre effectivement une recrudescence des arrêts maladies pour épuisement professionnel.

Question temps de travail, les personnes sondées par YouGov sont également très favorables (75 %) à l'idée de la semaine de 4 jours, sans baisse de salaire. Dans le détail, 23 % des Français y sont favorables, uniquement si le temps de travail diminue quand 45 % disent oui, même si le nombre d'heures reste similaire à l'échelle de la semaine.

Le travail c'est peut-être la santé, comme le dit l'adage – et Henri Salvador. Mais à condition de l'adapter. Le HuffPost 1 mai 2023

J-C - Non, la chanson disait : "*le travail c'est la santé, mais ne rien faire c'est la conserver*", ce qui n'est pas tout à fait pareil.

1er mai. 13 petits tours et puis s'en vont !

L'intersyndicale et la gauche contre la mobilisation de millions de travailleurs. « *On ne peut pas faire croire aux travailleurs qu'avec une manifestation toutes les semaines, on fera retirer la réforme* », voilà comment ils ont avoué leur imposture.

La treizième journée de mobilisation contre le projet phare d'Emmanuel Macron, a accordé un nouveau succès aux syndicats même s'il n'y a pas eu de raz-de-marée. En réunissant des centaines de milliers de personnes (2,3 millions selon la CGT, 782 000 selon le ministère de l'Intérieur), ils ont battu un record pour un 1er mai et acté un rebond de la mobilisation.

Désormais, les huit numéros 1 doivent penser l'après. C'est l'objet de leur réunion au sommet ce mardi 2 mai au matin. « *La mobilisation massive et déterminée du jour nous oblige demain à continuer dans l'unité syndicale à combattre cette loi* », résumait ainsi le leader de Force Ouvrière Frédéric Souillot sur RTL, quelques heures après la manifestation.

Faut-il, d'un côté, continuer les manifestations avec la même fréquence ? Et de l'autre se rendre à Matignon à l'invitation d'Élisabeth Borne ?

Si la CGT ou Solidaires sont très déterminés à continuer la mobilisation, certains dirigeants émettent effectivement de sérieux doutes quant à l'opportunité de poursuivre un rythme aussi soutenu que depuis la fin janvier. « *Je pense que ce ne sera pas possible de continuer des manifestations aussi fréquentes* », soufflait par exemple François Hommeril, le 1er mai sur LCI.

De quoi faire apparaître, en creux, la résurgence des dissensions entre les syndicats dits « *réformistes* » et les autres, qualifiés de plus radicaux ? Force est de constater que Laurent Berger n'a plus le même allant pour les cortèges à répétition... Ni le même espoir de voir la réforme défaire par la rue. « *On ne peut pas manifester pendant six mois* », expliquait-il, dimanche dans Le Grand Jury, car « *on ne peut pas faire croire aux travailleurs qu'avec une manifestation toutes les semaines, on fera retirer la réforme* ».

Après un "*délai de décence*", la CFDT "*ira désormais discuter*" (à Matignon), a fait savoir Laurent Berger sur BFMTV ce lundi. "*Je ne connais pas d'autre façon de faire que d'alterner la mobilisation et la discussion*", a ajouté le syndicaliste.

J-C - L'intersyndicale a cadencé le mouvement social pour protéger Macron et son régime honni par les masses.

Un propos quelque peu résigné qui tranche avec les expressions de la nouvelle dirigeante de la CGT, Sophie Binet, par exemple. « *Nous ne passerons pas à autre chose tant que cette réforme ne sera pas retirée* », martelait-elle encore, lundi, dans la matinale de France 2, en appelant Emmanuel Macron à « *revenir à la raison.* » « *La mobilisation n'est pas finie. Une mobilisation c'est quelque*

chose qui est vivant, qui continue... », assurait de son côté le co-délégué de l'organisation Solidaires Simon Duteil, samedi dernier sur BFMTV.

Vraie différence ou simple nuance ? Tous s'accordent en tout cas sur un point : l'impérieuse nécessité de rester unis dans la contestation, la principale force de l'intersyndicale depuis le début de la réforme des retraites.

J-C - Ce qui unit tous les dirigeants de l'intersyndicale : Le combat contre la classe ouvrière au côté de Macron.

Frédéric Souillot de Force Ouvrière ne voyait « *pas un gravier* » entre les différents numéros 1.

J-C - Comme quoi ils ont conscience que les travailleurs sont déterminés à refuser de travailler plus longtemps.

Au cœur de la manifestation, Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière a assuré que l'opposition des Français à la retraite à 64 ans était toujours "*intacte*". Sur ce point, elle a été rejointe par la secrétaire nationale d'Europe Écologie Les verts Marine Tondelier affirmant sur son compte Twitter que "*la page des retraites n'est pas tournée*".

Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste a lui salué l'"*immense démonstration de force d'un peuple qui ne se résigne pas à subir*". Une thèse partagée par son collègue de la Nupes, Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste français: "*Nous sommes plus déterminés que vous!*"

Même si aucune date n'a encore été transmise par les syndicats, une journée retient l'attention des opposants à la réforme des retraites: le 8 juin. L'Assemblée étudiera la proposition de loi visant à repasser l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans.

"*En ligne de mire: le 8 juin. Les députés se prononceront sur la retraite à 64 ans, enfin! D'ici là, on lâche rien!*", a encouragé François Ruffin, député LFI de la Somme.

D'ici cette date, Philippe Poutou a défendu sur notre antenne d'"*autres formes de lutte*" pour "*faire craquer le gouvernement*". "*Les manifestations ne suffisent pas (...) Ce combat doit se mener par les manifestations mais il y a besoin d'autres formes de lutte. La confrontation directe dans les manifestations compte*", a déclaré le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste. BFMTV 2 mai 2023

Le déni, jusqu'où sont-ils capables d'aller ?

Mobilisation contre la réforme des retraites: Bompard (LFI) estime que Macron "a perdu son pari" - BFMTV 2 mai 2023

Alexis Corbière mardi matin - "J'ai une pensée pour le policier blessé, je dénonce toutes les violences". - BFMTV 2 mai 2023

J-C - Moi j'aurai "*une pensée*" pour un policier quand il se trouvera du même côté de la barricade. C'est ce qui distingue le révolutionnaire du vulgaire opportuniste qu'est monsieur Corbière, ex-militant trotskyste.

Ils ne pouvaient pas dire qu'ils ne le savaient pas.

Retraites : pendant la campagne présidentielle, 77 % des Français souhaitaient déjà le retrait de la réforme - lejdd.fr 4 mai 2023

Selon un sondage Ifop pour le JDD publié le 13 avril 2022 (soit juste après le premier tour du scrutin) dans notre newsletter politique, 77 % des Français estimaient qu'Emmanuel Macron devrait retirer cette mesure de son programme. Sachant qu'à l'époque, il était question de repousser l'âge à 65 ans, et non pas à 64 ans. Concrètement, il y a un peu plus d'un an, le rejet était majoritaire dans la quasi-totalité des catégories de population interrogées. lejdd.fr 4 mai 2023

L'essentiel, ce sont les apparences.

Comment la gauche veut continuer de s'opposer à la réforme des retraites après le 1er-Mai - BFMTV 2 mai 2023

Vote d'une proposition de loi pour abroger le report de l'âge légal, référendum d'initiative partagée, 14-Juillet... Les élus de la Nupes comptent poursuivre leur combat contre la réforme des retraites après la mobilisation de ce lundi.

Les syndicats ont déjà annoncé vouloir attaquer les décrets de la réforme des retraites dès leur publication devant le Conseil d'État.

"Ne cédez pas. Ne vous laissez pas domestiquer quoiqu'il en coûte. Si vous êtes des insoumis, soyez-le jusqu'au bout. La lutte continue jusqu'au retrait", a lancé le fondateur de La France insoumise à Paris ce lundi.

Ce n'est pas demain qu'ils tireront les leçons de leurs pires expériences et défaites...

"Ni morts, ni out, ni has been !" : les syndicats récupèrent des dizaines de milliers de nouveaux adhérents grâce au mouvement contre la réforme des retraites - francetvinfo.fr 30 avril 2023

Même si la loi a finalement été promulguée, le combat contre la réforme des retraites a permis aux syndicats d'être plus visibles.

On compte plus de 30 000 nouveaux adhérents depuis janvier à la CFDT. Idem à la CGT, qui a gagné autant de membres ces trois derniers mois qu'en une année entière.

Des changements incarnés par Sophie Binet, élue à la tête du syndicat il y a un mois. Nouveau visage attendu à la CFDT également, en juin prochain : Marylise Léon, qui prendra le relais de Laurent Berger, sans changer de méthode. Ces témoignages prouvent que le mouvement syndical a de beaux jours devant lui, selon Cyrille Lama, secrétaire confédéral de Force ouvrière. Lui aussi a vu les demandes d'adhésions grimper en flèche : elles sont passées d'une cinquantaine par semaine à 250 depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites. francetvinfo.fr 30 avril 2023

J-C - Les dirigeants pourris des syndicats jubilent, ils se sentent plus légitimes... Macron aussi du même coup !

Ceci explique cela, cela tombe bien la CGT aussi a renié le socialisme...

Sophie Binet, la « queen » de la CGT qui doit confirmer - Le HuffPost 1 mai 2023

Première femme, mère de famille, première représentante de la branche des cadres à diriger la CGT, venue du PS. Benoît Hamon s'enflamme. « *Vous voudriez faire le portrait-robot du dirigeant syndical parfait, il se peut qu'on tombe sur Binet !* »

Elle, renierait presque son engagement socialiste, décrit comme « *très ponctuel sur France Inter* », le 3 avril. Caroline De Haas, « *compagne de route* », comme elle se définit, rencontrée à la direction de l'Unef dans les années 2000 résume : « *Le cœur de l'engagement de Sophie, ce n'est pas le socialisme : c'est le syndicalisme.* ».

Elle y trace son chemin dès 15 ans, d'abord en s'engageant aux Jeunesses Ouvrières chrétiennes comme Cécile Duflot, Laurent Berger ou Jacques Delors avant elle. Le HuffPost 1 mai 2023

Ils vous disent même que ces manifestations ne servent à rien, sauf à faire passer cette contre-réforme.

Twitter.

Stratégie de la défaite de l'intersyndicale : après 13 journées d'actions espacées et au lendemain d'un 1er mai historique, les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 6 juin, dans cinq semaines.

Le 6 juin, 14e journée de manifestations contre la réforme des retraites - Le HuffPost 2 mai 2023

Au lendemain de la forte mobilisation contre la réforme des retraites organisée à l'occasion du la journée des travailleurs, l'intersyndicale a annoncé ce mardi 2 mai la date de la prochaine journée manifestations à l'issue d'une réunion entre les dirigeants syndicaux. Ce sera le 6 juin prochain.

Laurent Berger « *je ne vais pas raconter d'histoire, je ne vais pas dire qu'on va faire une 15e, 16e, 17e journée de mobilisation qui fera céder le gouvernement et le président de la République* », a-t-il reconnu.

Les autres syndicats « *réformistes* », CFE-CGC et CFTC ont déjà dit eux aussi qu'ils iraient également aux réunions avec l'exécutif. « *On ne peut pas indéfiniment sécher les réunions à Matignon. Il faut un rapport de force renouvelé, c'est l'écriture d'un nouveau chapitre* », a plaidé François Hommeril (CFE-CGC). Le HuffPost 2 mai 2023

Tribune libre

Informations ouvrières (POI-Nupes) 2 mai 2023

Informations ouvrières - Tous ceux qui, sournoisement ou ouvertement, espéraient qu'une nième manifestation, après d'autres n'ayant pas obtenu satisfaction, finirait par provoquer recul, abatement, fin de mobilisation, en sont pour leurs frais.

J-C - *"Tous ceux qui, sournoisement ou ouvertement, espéraient qu'une nième manifestation" sans lendemain ne servirait à rien ou ne ferait pas reculer Macron peuvent au contraire s'estimer satisfaits. Le POI fait dans le déni jusque dans les petits détails.*

Informations ouvrières - Cité par le Huffington Post, Laurent Berger a déclaré : *« On ne peut pas faire croire aux travailleurs qu'avec une manifestation toutes les semaines, on fera retirer la réforme. »*

De son côté, dans Le Journal du dimanche, Frédéric Souillot déclare : *« Réécoutez les déclarations de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin avant le 1er mai 2006, en plein conflit sur le contrat première embauche, ou celles d'Emmanuel Macron en juin 2020 sur la création d'un système universel de retraite : vous verrez bien que des lois ont beau avoir été votées, elles n'ont jamais été appliquées. C'est quand les musiciens rangent leurs instruments que le bal est vraiment terminé. Nous continuerons à nous mobiliser pour faire reculer le gouvernement. »*

Ils ont raison. Chacun à leur façon tiennent compte de la réalité et ils disent vrai !

J-C - Berger qui par principe est contre tout affrontement direct entre les classes, est contre toute mobilisation des masses, c'est contraint qu'il y appelle, c'est en quelque sorte ce qu'il tenait à rappeler, le cynisme était en prime, pour lui la lutte des classes se réduit au dialogue social, à la collaboration de classe, au corporatisme.

Informations ouvrières - Le communiqué de l'intersyndicale propose de *« multiplier les initiatives avec notamment une nouvelle journée d'action commune de grèves et de manifestations le 6 juin prochain qui permettrait à l'ensemble des salariés de se faire entendre des parlementaires »*. Pourquoi pas ? Si cela peut contribuer à organiser une action efficace.

J-C – Ben voyons ! Le POI a intégré la Nupes, il est mort politiquement, mort pour le socialisme.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID)

De deux choses l'une

Ce 1er-Mai 2023, le mouvement engagé depuis près de quatre mois contre la réforme des retraites s'est transformé en une mobilisation ouvertement politique.

La plupart des commentateurs le signalent : les mots d'ordre appelant, sous toutes les formes, au départ de Macron et de son gouvernement ont dominé les manifestations dans toute la France. Ainsi, des centaines de milliers de manifestants ont exprimé un point de vue qui tend à devenir majoritaire : *« Il est urgent d'en finir avec Macron ! »*

À travers Macron, c'est le régime de la Ve République qui est en accusation. Chaque jour davantage, la crise politique se transforme en crise institutionnelle. Quelle perspective politique permettra de la dénouer ? Pour qui se situe du côté ouvrier de la barrière de classe, cela signifie : quelle perspective politique conforme aux intérêts des travailleurs ?

L'intersyndicale annonce une nouvelle journée d'action le 6 juin. Le choix de cette date est motivé, explique-t-elle, par l'examen, début juin, par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi visant à abroger un ou deux articles de la loi sur les retraites. Encore faudrait-il qu'une majorité de députés l'adopte (ce qui est pour le moins incertain), que le Conseil constitutionnel ne s'y oppose pas, puis que Macron accepte de la promulguer... Bref, une nouvelle fois, les travailleurs sont appelés à inscrire leur action dans le cadre fixé par les mécanismes et le calendrier des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Sur le plan politique, ce 1er-Mai, on a entendu Jean-Luc Mélenchon déclarer : « *Le Conseil constitutionnel a fait son travail. Il a défendu une Constitution de nature autoritaire et anti-ouvrière.* » Jusqu'à un passé récent, tous les chefs de la Nupes appelaient le peuple à espérer beaucoup des décisions à venir du Conseil constitutionnel... Aujourd'hui, Mélenchon infléchit son discours et ajoute : « *Quand je commence à entendre partout "Macron démission !", cela ne devient plus un mot d'ordre d'avant-garde, cela commence à devenir un désir et une espérance populaire de masse.* »

Si « "Macron démission !" devient un mot d'ordre de masse », pourquoi Mélenchon ne le reprend-il pas à son compte ? N'est-ce pas le moment d'appeler dans tout le pays à constituer des comités pour l'unité pour : « *Macron démission, Assemblée constituante pour en finir avec la Ve République !* »

De deux choses l'une : ou bien s'appuyer sur la Constitution ; ou bien s'appuyer sur la mobilisation du peuple travailleur.

Ou bien rester prisonnier du cadre des institutions ; ou bien s'en remettre aux millions qui ont fait grève et manifesté et les appeler à s'organiser pour la rupture, pour le gouvernement de la majorité, celle qui n'a que son travail pour vivre.

Le POID est disponible pour toute action commune permettant d'imposer la rupture...

J-C – En effet, la question de l'organisation est déterminante, sinon c'est un couteau sans lame, un attrape nigauds, ce qu'est LFI, le POI et la Nupes...

Totalitarisme. Le régime français est policier, non, sans blague ?

Twitter - «*La France devient une démocratie policière, au sens où elle fait un usage excessif de la police pr limiter la liberté de manifester. La garantie des droits est fragilisée par des actes d'intimidation des préfets illégaux ou à la limite de la légalité.*», S.Roché. (CNRS)

- Usage de drones dans les manifs, législation antiterroriste pour empêcher les contestataires de faire sonner des casseroles... Le pouvoir place la police au cœur de sa stratégie et multiplie les décisions à la frontière de la légalité... (Monde)

Retraites : la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté dénonce "*une instrumentalisation des gardes à vue à des fins répressives*" - franceinfo 2 mai 2023

Dans son rapport rendu mercredi, la contrôleuse générale pointe des "*interpellations violentes*", des "*conditions d'hygiène indignes*" en garde à vue et des "*irrégularités*", après avoir contrôlé neuf commissariats le 24 et 25 mars dernier.

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) dénonce mercredi 3 mai "*une instrumentalisation des mesures de garde à vue à des fins répressives*". Dans un courrier envoyé au ministre de l'Intérieur le 17 avril dernier et rendu public mercredi, Dominique Simonnot appelle à la "*vigilance*" de Gérard Darmanin "*quant à la nécessité de veiller au respect des dispositions législatives et réglementaires applicables à la procédure de garde à vue*".

Après la manifestation record du 23 mars dernier contre la réforme des retraites, à laquelle de 1 à 3,5 millions de personnes ont participé en France selon le ministère de l'Intérieur ou la CGT, et qui s'était terminée par de violents affrontements jusqu'après minuit autour de la place de l'Opéra à Paris, 457 personnes avaient été interpellées partout en France. Le lendemain et le surlendemain, les 24 et 25 mars, Dominique Simonnot et ses équipes se sont rendues dans "*neuf commissariats parisiens pour contrôler les conditions de prise en charge des personnes interpellées*".

Interpellations et conditions de détention inquiétantes

Dans son rapport joint au courrier, Dominique Simonnot explique que les personnes interpellées lui ont décrit des "*interpellations violentes*", "*des fouilles systématiques en sous-vêtements*", "*des conditions d'hygiène indignes*", "*des espaces individuels insuffisants en cellule collective*" ou encore "*des irrégularités dans les fiches d'interpellation*". "*Certaines personnes ont entendu des policiers décider au hasard, au terme de discussions triviales, des infractions à retenir contre elles. Des fiches d'interpellation pré-remplies ont été distribuées aux agents.*"

Un gardé à vue raconte par exemple avoir entendu des policiers dire "*qu'est-ce qu'on lui met, à celui-là ?*" au moment de cocher une infraction. Une fois au commissariat, les agents sont d'ailleurs, selon le rapport, souvent incapables d'expliquer le contexte de l'arrestation. Certains évoquent seulement des ordres reçus pour interpellier de façon systématique dans certains secteurs de la capitale. Résultat : 80% des personnes interpellées ont été relâchées sans aucune poursuite. Et les rares qui ont été jugées en comparution immédiate sont souvent ressorties libre du tribunal. La plupart après avoir passé 24 heures en garde à vue dans des conditions indignes, selon le rapport.

La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté s'inquiète d'une "*banalisation de l'enfermement*". Elle note également que sur les 785 gardes à vue prononcées du 16 mars à la nuit du 22 au 23 mars, une semaine marquée par la multiplication des manifestations nocturnes après l'utilisation par le gouvernement du 49.3, 629 procédures ont été classées sans suite. "*Le CGLPL ne peut que questionner la finalité réelle de ces gardes à vue*", écrit Dominique Simonnot à Gérard Darmanin.

"*Les instructions données par la préfecture de police et le parquet de Paris, de même que le classement sans suite de 80% des procédures, révèlent un recours massif, à titre préventif, à la privation de liberté à des fins de maintien de l'ordre public, dénonce Dominique Simonnot. Conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, le droit français conditionne pourtant expressément le recours à une mesure de garde à vue à l'existence d'un soupçon caractérisé quant à la commission ou la tentative d'infraction.*" franceinfo 2 mai 2023

Santé.

Boycott. Ces sadiques vont fabriquer de soi-disant vaccin pour chaque virus, leur nombre est infini !

C'est là qu'on commence à se poser des questions sur l'état et l'orientation de la médecine qui ne relève pas de la science...

Les Etats-Unis approuvent le premier vaccin contre la bronchiolite - AFP 4 mai 2023

C'est une première mondiale: les Etats-Unis ont approuvé mercredi le premier vaccin contre le virus respiratoire syncytial (VRS), responsable de la bronchiolite et de dizaines milliers de décès chaque année. Selon les autorités sanitaires américaines, ce virus entraîne le décès d'entre 6.000 et 10.000 personnes de 65 ans et plus aux Etats-Unis chaque année, et entre 60.000 à 160.000 hospitalisations. AFP 4 mai 2023

J-C – Jusqu'à présent, devenu très vieux mourir d'une infection respiratoire était considéré comme normal ou la norme pour beaucoup de vieux, mon père et ma mère en sont morts, ils avaient des comorbidités ou ils étaient déjà très malades, en fin de vie.

Depuis janvier 2020 et leur folie covidique, ils ont décrété que chaque virus mériterait l'injection d'un vaccin supplémentaire. Imaginez un peu le fric qu'ils vont se faire avec votre vieille carcasse jusqu'à ce que vous creviez ! Des sadiques, on disait...

Fin annoncée de la dictature sanitaire.

J-C – L'épreuve ou l'épisode qui aura été fatale au mouvement ouvrier, mais apparemment personne ne s'en soucie, tout le monde a les yeux rivés sur l'intersyndicale de la honte.

Covid-19 : les soignants non vaccinés vont pouvoir être réintégrés à partir de "mi-mai", annonce le gouvernement - francetvinfo.fr 1er mai 2023

Les soignants qui avaient été suspendus faute de schéma vaccinal complet contre le Covid-19 vont pouvoir être réintégrés, a annoncé avant le week-end le ministre de la Santé, François Braun, qui prévoit la parution d'un décret en ce sens "mi-mai"

Paris avait opté pour la contrainte à la fin de l'été 2021 : l'obligation de se vacciner a été requise auprès de 2,7 millions de personnes, soignants mais aussi personnels des hôpitaux et des maisons de retraite, ambulanciers, aides à domicile ou encore pompiers. Faute d'attester d'un schéma vaccinal complet (deux, puis trois doses), quelques milliers ont depuis été suspendus, sans rémunération. "Un phénomène très minoritaire voire marginal" pour le ministère, qui estimait en mars la proportion d'agents hospitaliers encore concernés "autour de 0,3%". Même proportion infime du côté des libéraux, où l'Assurance maladie dénombrait mi-mars moins de 2 000 soignants suspendus. francetvinfo.fr 1er mai 2023

Sans pouvoir combien, on sait que des dizaines ou centaines de milliers de personnes ont été déclarées "vaccinées", alors que le contenu des seringues avaient fini dans des lavabos, soit des

attestations de complaisance accordées par des professionnels de santé bienveillants, cela existe tout de même.

Officiellement environ 15 000 salariés toutes professions confondues auraient perdu leur emploi durant cette période ou ils auraient été suspendus. Je me demande pourquoi ces salariés suspendus travaillant dans des hôpitaux n'ont pas opté pour le faux certificat assez facile à se procurer en passant par des connaissances, des collègues de travail, c'est un truc que je ne m'explique pas, à moins que cela ait été plus difficile que ce que je pensais, délation et chasse aux sorcières oblige, pourquoi pas. Ici, pour mon épouse avant qu'elle reparte en France, il a suffi d'en parler à un de ses frères et le lendemain l'affaire était réglée, gratuitement en plus, sans verser une somme importante à un médecin, l'Inde est le pays par excellence de la corruption.

Obligation vaccinale des soignants : l'Assemblée vote son abrogation, contre l'avis du gouvernement - leJDD 4 mai 2023

Le gouvernement avait prévu la suspension de l'obligation vaccinale des soignants. Ce jeudi, l'Assemblée nationale est allée plus loin, adoptant en première lecture un texte pour l'abroger.
leJDD 4 mai 2023

Comment finir le sale boulot. Un aveu.

Système de Santé – Quand Macron admet involontairement : « C'est plus dur de réinventer quand tout n'a pas été détruit. » - lemediaen442.fr 1 mai 2023

Détruire ce qui fonctionnait permet de faire place à l'arrivée de la « médecine moderne », cette médecine scientifique gérée numériquement par des algorithmes sous intelligence artificielle renseigné par le DMP, le Dossier Médical Partagé.

Le 26 avril 2023, Macron annonçait n'avoir pas encore tout détruit « *Je finirai par-là et je vous remercie de cet engagement, on est dans une période où on refonde. On est en train de réinventer un modèle. C'est plus dur de réinventer quand tout n'a pas été détruit.* » :

La politique gouvernementale de ces 40 dernières années en matière de gestion de la santé c'est 40 ans de destruction :

Investissement dans l'immobilier délaissé, justifié par une réduction des coûts

Réduction continue du nombre de lits en hôpital, justifiée par une réduction des coûts (100 000 lits en 40 ans, dont 5700 lits supprimés en 2021)

Maintien de salaires bas, justifié par une réduction des coûts et désert médical pour certaines zones géographiques

En 2020, un pouvoir politico-exécutif en partie opaque (conseil scientifique dédié au COVID-19) ordonne comment se soigner, ce qui est illégal

En 2021, ordre d'ostraciser les personnes refusant une thérapie génique expérimentale par ce même pouvoir politico-exécutif en partie opaque, ce qui est illégal

Désertion de la profession par des professionnels en cours d'activité

Réorientation d'études en vue de parcours professionnels lorsque les jeunes ont vu le chaos vers lequel ils se dirigeaient.

Si les populations ne prennent pas conscience de l'importance de leur santé, comment sera gérée notre santé à l'avenir ? Il est possible que nous soyons confrontés à une situation où nous devons nous rendre à une borne informatique pour renseigner nos données personnelles et nos symptômes. En fonction des informations fournies, la borne pourrait nous délivrer une ordonnance pour obtenir des médicaments ou pour recevoir des soins. Est-ce vraiment l'avenir que nous voulons pour notre santé ? Très pratique, nous sommes face à une machine qui n'a pas de revendications sociales, disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, diagnostic irréfutable...

La méfiance des patients et des populations envers une médecine exclusivement fondée sur la technologie peut se propager rapidement. Face à ce scénario dystopique, les professionnels du milieu médical pourraient être de plus en plus enclins à abandonner cette approche et à explorer d'autres options pour répondre aux besoins de leurs patients.

A Lyon, une initiative innovante est en train de voir le jour: la plateforme "*Une Notre Santé*" vise à promouvoir une approche plus humaine de la médecine. Cette plateforme met l'accent sur l'écoute et la prise en compte des besoins des patients pour leur offrir des soins de qualité. lemediaen442.fr 1 mai 2023

Sinon il y a ça. Publicité pour ceux qui ne savaient pas encore que cela existait.

Prégabaline : la nouvelle "drogue du pauvre" prend de l'ampleur - francetvinfo.fr 30 avril 2023

À l'origine, la prégabaline est un médicament mais en détournant son usage, certains toxicomanes en font une drogue. Elle est accessible sur simple ordonnance à un prix défiant toute concurrence, d'où son surnom de la "*drogue du pauvre*".

"La posologie est à 25mg, là les personnes l'utilisent à 300mg donc c'est une forte dose (...). La prise de ce médicament expose les personnes à un danger réel de mort", affirme le Dr Saïd Ouichou. francetvinfo.fr 30 avril 2023

Le point de vue du légaliste chez les tenants du capitalisme.

À quoi la Russie et la Chine utilisent-elles leur domination militaire ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 2 mai 2023

Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, ils n'ont pas à craindre de domination militaire de la Russie et de la Chine, mais l'usage par elles de leur puissance militaire pour les contraindre à respecter leur signature.

<https://www.voltairenet.org/article219232.html>

Réseau Voltaire - Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, ils n'ont pas à craindre de domination militaire de la Russie et de la Chine, mais l'usage par elles de leur puissance militaire pour les contraindre à respecter leur signature.

La manière de penser des anciennes puissances coloniales les poussent à imaginer que la Russie et la Chine vont utiliser leur supériorité militaire pour imposer leur mode de vie au reste du monde. Or, ce n'est pas du tout leur intention et ce n'est pas ce qu'elles font.

J-C - C'est le discours qu'elles tiennent en public et qui relève de la propagande. Il sert à camoufler leurs véritables intentions qui n'ont pas changé depuis le début du XXe siècle ou même au siècle précédent, mais elles n'en croient pas un mot, cette interprétation est une diversion, et elle n'est pas correcte.

Si la Russie et la Chine n'ont pas l'intention d'utiliser leur armement « *pour imposer leur mode de vie au reste du monde* », elles entendent s'en servir pour résoudre des conflits politiques dans certains pays en Afrique notamment, ou mettre un terme au chaos que les puissances occidentales ont instauré dans ces pays, afin que le climat soit propice à leurs affaires, entendez par là au détriment des entreprises occidentales qui seraient évincées...

L'attitude de la Russie est une réponse à la crise du capitalisme, à ses contradictions exacerbées qu'elle est incapable de résoudre sans recourir à la force ou à la guerre pour accroître son hégémonie sur le marché mondial ou préserver sa place ou ses parts de marché au sein de l'économie mondiale menacées par les Américains et la Chine, mais aussi pour assurer son développement futur, en fait, toutes les grandes puissances sont logées à la même enseigne, pour défendre ses intérêts la Chine use et abuse de sa position dominante sur le plan économique vis-à-vis du reste du monde sans avoir besoin de recourir à la guerre.

Réseau Voltaire - Moscou et Beijing ne cessent de réclamer l'application du Droit international. Rien de plus. Les Russes aspirent à être tranquilles chez eux, tandis que les Chinois espèrent pouvoir commercer partout.

J-C - Monsieur Meyssan feint de ne pas comprendre que les intérêts économiques de chaque puissance prévalent sur tout autre facteur politique, parce qu'il ne veut pas aborder la crise du capitalisme qui force ces Etats à violer le droit international ou les traités qu'ils ont signés.

Chaque puissance aspire à exploiter et dominer les peuples du reste du monde en toute tranquillité, c'est émouvant n'est-ce pas ? Meyssan rend un culte aux puissants, parce que c'est un être faible, et il reporte son complexe d'infériorité sur le plan politique.

Ce qu'ils appellent le Droit international se résume à un rapport de force entre Etats, en fonction de leur puissance financière et militaire, les plus fortes imposent leur domination aux plus faibles, qui n'ont pas d'autres alternatives que s'y soumettre. Les mafieux gangsters, pilleurs, destructeurs, massacreurs font la loi, et il y en a qui applaudissent et en redemandent, au nom de la démocratie, de la paix et du bien-être des peuples, qu'il nous soit permis de ne pas en être.

Ils changent les règles de la partie quand bon leur semble ou quand ils sont sur le point de perdre la partie, c'est normal chez les puissants, dans leur pays respectif ils passent déjà leur temps à cela et en promesses qu'ils ne tiendront jamais, sinon à quoi bon détenir le pouvoir, si ce n'est pas pour en user et en abuser.

Le Droit international consacre le capitalisme comme mode de production et de répartition des richesses. Il sert à cautionner l'exploitation et l'oppression de tous les peuples en leur fournissant un semblant de justification juridique, qui ne vaut que pour ceux qui l'ont conçu, pas pour nous, car rien ni personne ne peut justifier de nos jours l'exploitation de l'homme par l'homme et toutes les conséquences dramatiques qui en découlent quotidiennement pour des milliards de femmes, hommes et enfants.

Il n'y a absolument rien d'humaniste ou de morale dans le Droit international, c'est une vue de l'esprit, une escroquerie. Nous ne devons donner aucune illusion aux travailleurs et aux militants dans ces institutions et tous ceux qui se réclament du Droit international, il n'y a rien à en attendre.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

Russie: Lavrov affirme que l'attaque de drones présumée était impossible sans que Washington soit "au courant" - BFMTV 5 mai 2023

La Russie persiste. L'attaque présumée de drones ukrainiens contre le Kremlin cette semaine n'aurait pu avoir lieu sans que les Etats-Unis soient au courant, a affirmé vendredi le chef de la diplomatie russe, alors que Washington et Kiev ont nié toute implication.

"Il s'agit d'un acte hostile. Il est clair que les terroristes de Kiev n'auraient pu le commettre sans que leurs patrons soient au courant", a lancé Sergueï Lavrov lors d'un déplacement en Inde.

Il a aussi affirmé que Moscou allait prendre des *"actions concrètes"* pour riposter à cette attaque présumée.

Mercredi, Moscou a affirmé avoir intercepté deux appareils ukrainiens qui visaient le Kremlin, dénonçant une tentative d'assassiner le président Vladimir Poutine. L'Ukraine a fermement démenti toute implication dans ces faits.

"Les efforts de Kiev et de Washington pour nier toute responsabilité sont totalement ridicules. Les décisions concernant de telles attaques ne sont pas prises à Kiev mais à Washington", a déclaré jeudi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, sans toutefois étayer ses accusations.

Les Etats-Unis *"n'ont rien à voir dans cette affaire"*, avait rétorqué jeudi John Kirby, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche.

"Si vous croyez que dès que les Etats-Unis et l'Ukraine ont rejeté les accusations, nous devons arrêter de penser ce que nous savons là-dessus, ce n'est pas le cas", a pour sa part insisté vendredi Lavrov, s'adressant à la presse.

"La capacité de nos amis ukrainiens et occidentaux de mentir est très bien connue", a-t-il affirmé.

Le remaniement de M. Lavrov à New York

<https://reseauinternational.net/le-remaniement-de-m-lavrov-a-new-york/>

Face aux journalistes de cour, Lavrov démasque méthodiquement l'hypocrisie de l'Occident

Réponses à la presse de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite aux États-Unis dans le cadre de la présidence russe au Conseil de Sécurité de l'ONU.

<https://reseauinternational.net/face-aux-journalistes-de-cour-lavrov-demasque-methodiquement-lhypocrisie-de-loccident/>

Massacre d'Odessa: les États-Unis ont fermé les yeux sur les mensonges ukrainiens, selon Moscou - Sputnik Afrique 2 mai 2023

Washington a passé l'éponge sur les destructions de preuves après les massacres d'Odessa en mai 2014, a dénoncé l'ambassade russe aux États-Unis.

Une complaisance coupable. Les États-Unis n'ont rien fait pour empêcher l'Ukraine de mettre le massacre d'Odessa sous le tapis en 2014, a déclaré l'ambassade russe aux États-Unis dans un communiqué. Après la mort de 48 personnes dans la ville ukrainienne, Kiev a en effet tout fait pour détruire les preuves et protéger les auteurs, sous l'œil passif de Washington.

"Contrairement aux promesses de Kiev d'enquêter sur ce crime barbare et de punir les auteurs, les autorités ont tout fait pour cacher la vérité et détruire les preuves afin de permettre aux organisateurs et aux exécutants d'échapper à la justice. Aux États-Unis, ils ont décidé de +ne pas remarquer+ cela", a ainsi déclaré l'ambassade russe à Washington.

La mission diplomatique fustige en outre l'hypocrisie des *"soi-disant militants locaux des droits de l'homme"* qui ont *"couvert les bourreaux d'Odessa"*.

Sombre anniversaire

Le 2 mai 2014, il y a tout juste neuf ans, les massacres d'Odessa faisaient 48 morts et 250 blessés. Des rixes avaient notamment éclaté entre des militants de l'Euromaïdan, rejoints par des ultras de clubs de football, et des protestataires contestant le coup d'État contre le Président Viktor Ianoukovitch.

Ces échauffourées s'étaient conclues par l'incendie de la Maison des syndicats, où s'étaient réfugiés des anti-Maïdan. Des cocktails Molotov et des grenades de gaz avaient été jetés sur et dans l'édifice. Des personnes essayant d'échapper aux flammes avaient par la suite été frappées avec des battes de baseball. Plusieurs survivants ont déclaré que des assaillants munis de haches avaient pénétré dans le bâtiment.

Kiev a tenté de faire porter la responsabilité sur les victimes et les opposants au coup d'État ukrainien. Certains ont fait l'objet de poursuites pénales, bien qu'aucune preuve n'ait pu être avancée contre eux. Toutes les personnes mises en examen dans le cadre de cette affaire ont été acquittées. Sputnik Afrique 2 mai 2023

La Russie et l'Inde en discussion sur les cartes Mir et RuPay - Sputnik Afrique 1 mai 2023

L'Inde et la Russie négocient pour que les cartes RuPay et Mir soient acceptées dans chacun des deux pays. Une alternative au système SWIFT, dont Moscou a été exclu, a aussi été mise sur la table.

La Russie et l'Inde continuent de resserrer leurs liens économiques. Les deux pays réfléchissent à la possibilité d'accepter les cartes RuPay (Inde) et Mir (Russie) pour faciliter leurs échanges, rapporte The Economic Times.

Une telle mesure permettrait aux citoyens indiens et russes d'effectuer des paiements sans tracas en roupies et en roubles dans leurs pays respectifs. Le sujet a été évoqué lors d'une réunion de la Commission gouvernementale interne sur la coopération commerciale, économique, scientifique, technologique et culturelle (IRIGC-TEC).

Les responsables ont également discuté d'une alternative au système bancaire SWIFT, duquel la Russie a été exclue. Pour les paiements transfrontaliers, il est envisagé d'adopter le système de messagerie financière russe, le Bureau des services du système de messagerie financière de la Banque de Russie.

Côté paiements instantanés, le Faster Payments System (FPS) russe pourrait se voir plus étroitement lié au Unified Payments Interface (UPI) développé par l'Inde et déjà utilisé par une trentaine de pays.

L'Afrique tentée par Mir

L'Inde n'est d'ailleurs pas la seule à se pencher sur le système russe de paiement Mir. Plusieurs pays d'Afrique ont fait part de leur intérêt, comme la République démocratique du Congo (RDC) qui y voit une alternative solide au réseau Mastercard.

Maurice, dont l'économie repose en partie sur le tourisme, souhaiterait aussi accepter les cartes Mir, pour permettre aux visiteurs russes de faire leurs achats.

Pour les mêmes raisons, l'Égypte cherche à rendre son système bancaire compatible avec les cartes de paiement Mir. Sputnik Afrique 1 mai 2023

Sur le champ de bataille.

Près de 200 tonnes de munitions et quatre quartiers d'Artiomovsk parmi les pertes de Kiev en 24h - Sputnik Afrique 30 avril 2023

L'Ukraine a perdu environ 200 tonnes de munitions, environ 670 militaires, un poste de commandement, un dépôt d'armements et quatre autres quartiers de la ville d'Artiomovsk (Bakhmout), selon un nouveau bilan de la Défense russe. Deux groupes de sabotage et de reconnaissance ont en outre été pris pour cibles.

Les forces armées ukrainiennes ont perdu approximativement 670 militaires en ces dernières 24 heures, rapporte le 30 avril le ministère russe de la Défense dans son bilan quotidien.

Plus de 480 soldats, dont des mercenaires, ont été tués sur l'axe de Donetsk, en proie à des combats intenses, notamment à Artiomovsk (Bakhmout). Près de 280 soldats ont été blessés après une attaque au missile à Konstantinovka, dans la République populaire de Donetsk.

Les troupes d'assaut ont libéré quatre quartiers supplémentaires dans la partie ouest de la ville.

Les forces de Kiev ont également perdu jusqu'à 85 militaires sur l'axe de Koupiansk, et jusqu'à 30 autres dans les zones du sud de Donetsk et de Zaporoujié. Enfin, jusqu'à 65 hommes ont été éliminés sur l'axe de Krasny Liman et plus de 10 autres sur l'axe de Kherson.

Deux groupes ukrainiens de sabotage et de reconnaissance ont été mis en échec dans la région de Kharkov.

Selon la Défense, un poste de commandement des forces ukrainiennes a été anéanti dans la République populaire de Lougansk.

Un dépôt de réparation de matériel militaire et d'armements a aussi été détruit dans la région de Soumy.

Armements mis hors service

Jusqu'à 200 tonnes de munitions de l'armée de Kiev ont été détruites à la suite d'une frappe près de Kramatorsk, dans la République populaire de Donetsk. Un entrepôt de munitions a été éliminé dans la République populaire de Lougansk.

L'armée russe a aussi intercepté sept projectiles de lance-roquettes multiples HIMARS de production américaine et d'Ouragan, et a abattu quatre drones.

Parmi les obusiers mis hors service figurent deux D-20, deux D-30, deux Msta-B et un canon automoteur Gvozdika.

Un radar de contrebatterie AN/TPQ-36 de fabrication américaine a aussi été anéanti.

Au total, en 24 heures, les frappes russes ont visé 82 postes d'artillerie ainsi que du personnel et du matériel militaires dans 115 zones. Sputnik Afrique 30 avril 2023

L'armée russe abat trois avions ukrainiens en 24 heures - Sputnik Afrique 2 mai 2023

Les militaires russes impliqués dans l'opération spéciale ont éliminé plus de 495 soldats ukrainiens et mercenaires étrangers en ces 24 heures, affirme le ministère de la Défense.

Dans le même temps, un avion d'attaque au sol Su-25 et un chasseur MiG-29 des forces ukrainiennes ont été abattus par la défense antiaérienne russe au-dessus de la région de Kherson. Un autre MiG-29 a été détruit dans la république populaire de Donetsk.

En outre, l'armée russe a éliminé 92 unités d'artillerie ukrainiennes, ainsi que cinq obusiers, un char, dix blindés et 18 autres véhicules de l'armée ukrainienne. Trois dépôts de munitions ennemis ont été anéantis et six drones descendus.

Au total, depuis le début de son opération en Ukraine, l'armée russe a abattu 416 avions, 230 hélicoptères et 3.919 drones. Elle a également détruit 421 systèmes de défense antiaérienne, 8.938 chars et autres blindés, 1.095 véhicules de lance-roquettes multiple, 4.695 pièces d'artillerie de terrain et de mortiers, et 9.911 autres véhicules militaires. Sputnik Afrique 2 mai 2023

Inde.

Haro sur l'Inde ! Cela les reprend, élections générales en 2024 oblige. Qu'est-ce qui indispose tant que cela ces suppôts de néonazis ?

J-C - Le titre peut sembler outrancier, mais les lecteurs oublient facilement qui s'adresse à eux, alors il faut leur rappeler, et pour être bref, il faut employer des mots ou des formules qui se passent de commentaires.

Comment Narendra Modi a mis les institutions indiennes au service de son idéologie - Courrier International 3 mai 2023

En classe de première, l'étude de la démocratie conduit les élèves à s'interroger sur les progrès et les remises en cause de ce régime politique dans le temps et dans l'espace.

L'Inde, considérée comme la plus grande démocratie au monde, peut servir d'étude de cas, tant le fonctionnement de ce pays de 1,4 milliard d'habitants semble aujourd'hui menacé par la dérive autoritaire de son Premier ministre Narendra Modi.

Cette revue de presse, élaborée à partir d'éditoriaux récents de trois journaux anglo-saxons, permet de comprendre comment un parti politique au pouvoir peut faire dévier progressivement la démocratie vers l'autoritarisme.

J-C - Trois journaux anglo-saxons, sachant qu'ils sont tous à la solde de Davos, on est mal barré en terme d'objectivité ou de déontologie journalistique comme ils disent.

Courrier International - *“Le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi a affaibli les institutions censées garantir un État à la fois transparent et responsable. L'information est censurée, la société civile harcelée et les manifestations réprimées.”*

J-C - C'était déjà le cas lorsque le Parti du Congrès était au pouvoir, en fait une coalition de partis qui n'hésitaient pas à se livrer à ce qu'ils dénoncent ici, par exemple au Tamil Nadu, les présidents du DMK et de l'AIADMK avaient fait de brefs séjours en prison, le premier soutenait le BJP, le second le Parti du Congrès.

Le BJP est un parti nationaliste avec des relents d'extrême droite, ce qui ne les gêne par de trop, ils le disent eux-mêmes plus loin. Alors qu'est-ce qui indispose leurs commanditaires de Davos, vous allez le savoir tout de suite.

Courrier International - Ce qui semble inquiéter le plus les journalistes dans cette revue de presse, c'est que, jusque-là, en Asie, l'Inde était considérée comme un contrepoids démocratique face à la Chine. Si les Occidentaux ont largement fermé les yeux devant les dérives autoritaires de Modi, il devient désormais urgent de condamner ouvertement ce gouvernement nationaliste et autoritaire, qui menace la plus grande démocratie du monde.

J-C - Il se trouve qu'à l'occasion de la guerre de l'Otan contre la Russie, l'Inde a adopté une position similaire à celle de la Chine, ces trois pays appartenant aux BRICS, bref, l'Inde s'est rapprochée de la Chine par l'intermédiaire de la Russie, et les Etats-Unis et leurs vassaux européens regardent cela d'un mauvais œil, hypocritement, en fait ils voudraient le beurre et l'argent du beurre puisque par l'intermédiaire de l'Inde les paix de l'Union européenne continuent d'acheter du pétrole à la Russie en passant par l'Inde, un secret de polichinelle. Ils préfèrent la famille Gandhi corrompue depuis

plusieurs générations, davantage pro américaine ou occidentale, plus malléable, plus servile ou à l'écoute de leurs besoins au détriment du peuple indien.

Certes Modi a taillé à la hache dans le code du travail en portant la journée de travail de 8 à 12 heures, mesures très rarement appliquées, impossible à mettre en œuvre parce que les travailleurs y sont totalement opposés, mais sur le plan économique il faut bien constater qu'on est mieux traité qu'en France, les prix en général ont certes augmenté, comme tous les ans entre 10 et 20%, hormis quelques exceptions il n'y a pas eu de gros dérapages, j'ignore si le prix de l'acier qui avait flambé a diminué dernièrement, toujours est-il que le prix de l'essence ou de l'huile de tournesol est resté stable ou il a baissé, de 200 ou 240 roupies le litre, l'huile de tournesol est retournée au prix de janvier 2020, 115 roupies, l'alimentaire est stable, le salaire d'un maçon est passé de 750 à 850 roupies par jour, soit entre 17 et 20 000 par mois, alors que le salaire minimum se situe aux alentours de 6 à 10 000 roupies.

Et paradoxalement, avant le coup d'Etat constitutionnel orchestré par les Etats-Unis au Pakistan début avril 2022, le Premier ministre indien Narendra Modi issu d'un parti hindouiste extrémiste (Adeptes de la doctrine de l'hindutva) entretenait de bonnes relations son homologue pakistanais Imran Khan, ceci expliquant cela. Les Américains voudraient faire chuter Modi, mais à ce jour apparemment il n'existe aucune alternative politique, cela les rend d'autant plus fébrile que la situation est identique face à Poutine, Xi, Lula ou Ramaphosa, le Président sud-africain.

Des rivières meurent, des lacs s'enflamment: l'Inde face à une grave crise des eaux usées - AFP 3 mai 2023

Sa petite nièce dans les bras, Mohammed Azhar observe dans une rue de New Delhi un égout pluvial rempli de plastiques et de boues nauséabondes qui témoigne de l'incapacité de l'Inde à traiter près des deux tiers des eaux usées urbaines.

"*Nous restons à l'intérieur de nos maisons*", déclare à l'AFP le jeune homme de 21 ans, dans le quartier de Seelampur où des égouts à ciel ouvert pleins de débris et d'une eau insalubre noirâtre se déversent le long des ruelles.

"*Ça pue. Ça attire les moustiques. On attrape des maladies, les enfants tombent malades*", ajoute-t-il, "*il n'y a personne pour nettoyer la saleté*".

Selon les Nations unies, l'Inde serait devenue fin avril le pays le plus peuplé du monde devant la Chine, avec près de 1,43 milliard d'habitants.

La population urbaine devrait exploser dans les prochaines décennies, avec plus de 270 millions de citoyens supplémentaires attendus d'ici 2040.

Sur les 72 milliards de litres d'eaux usées générés chaque jour dans les centres urbains, 45 milliards --l'équivalent de 18.000 piscines olympiques-- ne sont pas traités, selon les chiffres du gouvernement pour 2020-2021.

Les deux tiers des foyers urbains indiens ne sont pas connectés aux égouts, selon l'Alliance nationale de gestion des boues (NFSSM).

De nombreuses stations d'épuration en activité ne sont pas en conformité, dont 26 des 35 installations de Delhi, selon la presse indienne.

Ajoutées à d'énormes volumes d'effluents industriels, ces eaux usées provoquent des maladies, polluent les cours d'eau, tuent la faune et flore et s'infiltrent dans les nappes phréatiques.

- Les enfants tombent malades -

La dysenterie, causée principalement par de l'eau et des aliments contaminés, reste l'une des principales causes de mortalité infantile, malgré les importants progrès de l'Inde pour réduire cette dernière.

Plus de 55.000 enfants de moins de cinq ans sont morts de dysenterie en Inde en 2019, selon une étude l'an dernier de la revue scientifique BMC Public Health.

La rivière Yamuna à Delhi est l'une des plus polluées au monde et considérée par endroits comme écologiquement morte. Les pauvres gens y lavent pourtant encore leur linge et y font leurs ablutions matinales ou rituelles.

Une épaisse mousse blanchâtre apparaît régulièrement à sa surface et les installations de traitement de l'eau potable pour les 20 millions d'habitants de Delhi sont régulièrement fermées en raison de niveaux dangereux d'ammoniac.

Malgré quelques points positifs, comme les efforts déployés pour planter plus d'arbres le long des rivières, la situation n'est guère meilleure dans d'autres grandes villes comme Bombay ou Madras.

À Bangalore, il est arrivé à l'immense lac Bellandur, hautement contaminé par les eaux usées de la ville et produits chimiques, de s'enflammer en raison du méthane produit par la prolifération des bactéries.

- "En manque d'eau" -

Selon la Banque mondiale, l'Inde est l'un des pays les plus "en manque d'eau" au monde, avec des nappes phréatiques qui s'assèchent et des pluies de mousson de plus en plus irrégulières.

Madras a brièvement manqué d'eau durant l'été 2019 et d'autres villes devraient, au rythme actuel, connaître des crises similaires en raison du pompage excessif des eaux souterraines et de la médiocrité des infrastructures.

Selon Mridula Ramesh, l'auteure de "Watershed", un livre sur la crise de l'eau en Inde, traiter correctement les eaux usées aiderait à prévenir la pénurie d'eau annoncée.

"Les eaux usées peuvent si facilement être captées pour éviter cela et nous aider dans une très large mesure à résoudre le problème de nos villes", assure à l'AFP l'auteure qui vit dans une maison à "presque" zéro déchet.

Il suffirait d'installer des stations d'épuration locales qui pourraient être financées en partie par le secteur privé ou des ONG, préconise-t-elle.

"L'eau de l'Inde est tellement saisonnière. De nombreuses villes indiennes ne reçoivent que 50 jours de pluie (...) mais les eaux usées sont disponibles tous les jours (...). C'est un instrument tellement puissant", ajoute-t-elle.

Pour Khalil Ahmad, debout près de l'égout de Seelampur, cerné de mouches bourdonnantes, en attendant une solution qui tarde trop, "les enfants continuent de tomber malades (...) Et s'ils ne sont pas soignés, les enfants mourront".

États-Unis.

L'état de la démocratie aux États-Unis : 2022

Le ministère chinois des Affaires étrangères a publié un rapport intitulé « L'état de la démocratie aux États-Unis : 2022 ». Le rapport rassemble une multitude de faits, de commentaires des médias et d'opinions d'experts afin de présenter une image complète et réelle de la démocratie américaine au cours de l'année.

Voici le texte intégral du rapport.

<https://reseauinternational.net/letat-de-la-democratie-aux-etats-unis-2022/>

Quand les corrompus font la loi des corrupteurs.

La Commission européenne veut lutter contre la corruption en Europe et à l'échelle mondiale - euronews 4 mai 2023

La Commission européenne a présenté mercredi ses propositions pour renforcer la lutte contre la corruption. Elle propose une harmonisation entre les 27 de la définition des infractions pénales. L'institution veut également sanctionner les responsables d'actes de corruption partout dans le monde. euronews 4 mai 2023

Italie.

Faire baisser le "coût du travail" pour les faibles revenus revient à les exploiter ou appauvrir davantage.

Giorgia Meloni supprime une prestation sociale qui a sorti un million d'Italiens de la pauvreté - Le HuffPost 2 mai 2023

Le gouvernement italien a supprimé ce lundi 1er mai le « revenu de citoyenneté », une aide bénéficiant à des millions de personnes pauvres, remplacé par un « chèque d'inclusion » au périmètre plus limité.

L'exécutif ultra-conservateur dirigé par Giorgia Meloni a aussi voté un assouplissement des embauches en contrat à durée déterminée et l'exonération des cotisations patronales pendant un an

pour les entreprises recrutant un allocataire du « *chèque d'inclusion* » en contrat à durée indéterminée ou en tant qu'apprenti, selon le décret publié à l'issue du Conseil des ministres.

L'objectif affiché est de stimuler l'emploi et d'inciter les jeunes à trouver du travail dans la troisième économie de la zone euro où le taux de chômage des 15-24 (22,4 % en février) est près de trois fois supérieur à la moyenne nationale (8 %).

Pour ses défenseurs, le « *revenu de citoyenneté* » est un amortisseur social qui a fait ses preuves, notamment dans les régions du Sud frappées par la précarité, tandis que pour le gouvernement il est onéreux (huit milliards d'euros en 2022) et maintient ses allocataires hors de la vie active.

Dès le 1er janvier 2024, « *le revenu de citoyenneté* » sera remplacé par un « *chèque d'inclusion* » pour un coût de 5,4 milliards d'euros par an.

Alors que le « *revenu de citoyenneté* » était destiné à toute personne justifiant de revenus très modestes - y compris les jeunes -, le « *chèque d'inclusion* » sera réservé aux familles composées de personnes présentant un handicap, de mineurs ou de plus de 60 ans.

Le « *chèque d'inclusion* » sera plafonné à 500 euros par mois

« *Nous réformons le revenu de citoyenneté pour faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas* », a justifié Giorgia Meloni.

Le gouvernement fait néanmoins valoir qu'il propose des exonérations de charges pour l'embauche de moins de trente ans.

Le « *chèque d'inclusion* » sera plafonné à 500 euros par mois, auxquels s'ajouteront 280 euros pour les foyers non-propriétaires de leur logement. D'une durée de 18 mois, il pourra être renouvelé pour un an après une carence d'un mois.

Le gouvernement introduit aussi un « instrument d'accès à l'activité » professionnelle : pour les personnes aptes à l'emploi, la participation à des formations ou des « *projets utiles à la collectivité* » devient obligatoire, moyennant une indemnité de 350 euros par mois maximum pendant un an. Le coût pour l'État est estimé à 2,1 milliards d'euros en 2024.

Avec la baisse du coût du travail pour les revenus de moins de 35 000 euros bruts par mois sur les cinq prochains mois et les exonérations de charges liées aux mesures annoncées, le gouvernement se targue d'avoir engagé « *la plus forte baisse des taxes depuis des décennies* », a souligné Giorgia Meloni dans un message vidéo ce lundi.

Selon l'Institut italien de la statistique (Istat), le « *revenu de citoyenneté* » introduit en 2019 par le gouvernement Cinq Étoiles a permis de sortir un million de personnes de la pauvreté même si environ la moitié des personnes pauvres ne le perçoivent pas, soit parce qu'elles n'y sont pas éligibles (moins de dix ans de résidence sur le territoire), soit parce qu'elles n'en ont pas fait la demande.

Une allocation moyenne de 550 euros

En 2022, il a bénéficié à 1,6 million de foyers représentant près de quatre millions de personnes, pour une allocation moyenne de 550 euros, selon l'organisme de sécurité sociale INPS. Le HuffPost 2 mai 2023

Syrie.

Ebrahim Raïssi se rend à Damas, première visite d'un président iranien en Syrie depuis 2010 - France 24 3 mai 2023

Cette visite officielle de deux jours se déroule dans un contexte de réchauffement diplomatique dans la région, marqué par le dégel des relations entre les deux poids lourds du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et l'Iran.

Le porte-parole du gouvernement iranien, Ali Bahadori Jahromi, a affirmé que ce voyage, à l'invitation du président Assad, revêtait une "importance stratégique" pour les deux pays et que son objectif était d'ordre "économique". "*Les deux pays ont coopéré avec succès dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme*", et ils "*peuvent également coopérer lors de la reconstruction*" de la Syrie, a-t-il ajouté.

Attirer des capitaux pour financer la reconstruction du pays aux infrastructures ravagées est une priorité pour le gouvernement, depuis que ses forces ont reconquis la plupart des territoires perdus au début de la guerre.

Depuis 2013, l'Iran a aussi ouvert des lignes de crédit notamment pour garantir les besoins en pétrole de la Syrie, frappée par un embargo international. Damas et Téhéran ont en outre signé des accords bilatéraux début 2019 dans plusieurs domaines, dont l'un comprenait l'inauguration de nouveaux ports dans les villes côtières de Lattaquié et Tartous. France 24 3 mai 2023

Échec des négociations secrètes USA-Syrie - Réseau Voltaire 5 mai 2023

Selon L'Orient-Le Jour, les États-Unis ont négocié avec la Syrie en février-mars à Oman.

Le président Bachar el-Assad s'était rendu à Oman, le 23 février.

Les négociations ont échoué, Washington refusant de retirer ses troupes qui occupent le Nord-Est du pays.

Les États-Unis justifient de leur présence en Syrie par le fait qu'ils combattent Daesh, ce dont les Syriens seraient incapables. Or, les armées syriennes et russes sont les seules à avoir repoussé victorieusement Daesh, tandis que les armées US se contentaient de le contenir dans le « *sunnistan* » qui lui avait été alloué par le Pentagone (plan Robin Wright). Quant au cinquième calife de Daesh, Abu al-Hussein al-Hussein al-Husseini al-Qurashi, il a été éliminé le 30 avril par la Turquie et non pas les forces US. Réseau Voltaire 5 mai 2023

Technologie.

Intelligence artificielle - Quand des monstres sont aux commandes.

J-C - On apprend que "*un millier d'experts a appelé à une « pause » dans le développement de l'IA dans une lettre ouverte*".

C'est marrant, dans plusieurs causeries j'avais émis l'idée qu'il faudrait stopper la recherche en générale, compte tenu qu'elle ne pouvait être que mal employé ou servir à assouvir des intentions néfastes pour la population sachant que des psychopathes détenaient tous les pouvoirs.

Je reviens rarement sur les positions que j'ai adoptées ou les conclusions auxquelles je suis arrivé dans un tas de domaines, par manque de temps et je ne vais pas passer mon temps à me mettre en avant, je ne suis pas à la recherche d'une quelconque reconnaissance, ceci pour montrer aux lecteurs que lorsque je me prononce sur un sujet ou un évènement, ce n'est pas pour raconter n'importe quoi ou j'ai longuement réfléchi avant.

Même Geoffrey Hinton, à l'origine de la technologie servant à ChatGPT regrette son invention - Le HuffPost 2 mai 2023

Geoffrey Hinton, considéré comme le « *parrain* » de l'IA, a quitté Google pour pouvoir confier ses inquiétudes concernant cette technologie.

Intelligence artificielle - Il est le « *parrain* » de l'IA et il a quitté Google pour pouvoir parler librement de ses craintes. Geoffrey Hinton s'est exprimé auprès du New York Times dans une interview publiée ce lundi 1er mai. Il y évoque les risques potentiels de l'intelligence artificielle et ses regrets quant à son rôle dans sa conception.

Geoffrey Hinton, Britannique qui a émigré au Canada, a fourni des travaux pionniers sur les réseaux neuronaux ont jeté les bases de la technologie de l'intelligence artificielle. Il a d'ailleurs reçu en 2019 le Turing Award, un prix considéré comme le prix Nobel de l'informatique, avec ses collègues Yann LeCun et Yoshua Bengio.

Maintenant qu'il a démissionné du géant Google, Geoffrey Hinton, 75 ans, a plus de latitude pour exprimer ses peurs concernant la technologie qu'il a participé à créer. « *Je me console avec l'excuse classique : si je ne l'avais pas fait, quelqu'un d'autre l'aurait fait.* », dit-il. Car « il est difficile de voir comment on peut empêcher les mauvais acteurs de l'utiliser à des fins malveillantes. »
Ne plus savoir « *ce qui est vrai* »

Cette crainte, il n'est évidemment pas le premier à l'avoir puisque fin mars, un millier d'experts a appelé à une « pause » dans le développement de l'IA dans une lettre ouverte. Ceci afin de permettre des recherches plus approfondies sur les conséquences possibles de l'intelligence artificielle générative telle que le chatbot ChatGPT. Quelques jours plus tard, une autre tribune était mise en ligne par l'Association pour le développement de l'intelligence artificielle. Là encore, il était question des risques portés par la technologie. Geoffrey Hinton n'a signé aucune des deux lettres, car il était encore chez Google expliqua-t-il au New York Times.

Aujourd'hui, l'une de ses principales inquiétudes concerne les photos, vidéos et textes créés de toutes pièces car, selon lui, cela pourrait mener à « ne plus être capable de savoir ce qui est vrai ».

Il craint également l'impact économique que l'intelligence artificielle pourrait avoir. Selon un rapport de Goldman Sachs, l'IA pourrait remplacer 300 millions de postes. « *Cela supprime les tâches pénibles* », mais « *Il se pourrait bien qu'il enlève plus que cela* », avertit Geoffrey Hinton.
Le HuffPost 2 mai 2023

La quatrième révolution industrielle chinoise ébranle les valeurs technologiques étasuniennes

Le véhicule électrique de BYD à 11 400 \$ et les progrès de Huawei dans le domaine des logiciels de planification des ressources d'entreprise nuisent à Tesla et à Cisco.

Deux des valeurs technologiques américaines les moins performantes de la semaine – Cisco et Tesla – ont un point commun : elles se sont toutes deux heurtées à la concurrence chinoise. À l'ouverture de la bourse de New York le 21 avril, Tesla avait perdu plus de 12% au cours de la semaine et Cisco plus de 8,1%.

BYD, le concurrent chinois de Tesla, a annoncé un véhicule électrique à 11 400 dollars, ce qui représente un défi pour l'offre la moins chère de Tesla, qui est d'environ 33 000 dollars.

Le véhicule électrique Seagull de BYD, d'une valeur de 78 000 yuans (11 400 dollars), qui offre un rayon de 300 miles [480 km] et une accélération de 0 à 60 mph en cinq secondes, a volé la vedette au salon de l'automobile de Shanghai la semaine dernière, selon les sites web de l'industrie. C'est la moitié du prix de base de la Nissan Leaf ou de la Chevrolet Bolt, ce qui fait de la Seagull le véhicule électrique le moins cher au monde – devenant ainsi la Ford Model T du XXIe siècle. BYD affirme qu'elle exportera 300 000 véhicules cette année, soit six fois plus qu'en 2022.

La Chine a produit 27 millions de voitures en 2022, contre 10 millions aux États-Unis, 7,8 millions au Japon, 5,5 millions en Inde et 3,7 millions en Corée du Sud et en Allemagne. Avec un chiffre d'affaires de près de 3000 milliards de dollars, le secteur automobile est de loin la plus grande industrie manufacturière du monde.

Les constructeurs automobiles chinois constituent un laboratoire national pour les technologies dites de la quatrième révolution industrielle, et la domination de la Chine dans le domaine des batteries pour véhicules électriques constitue un avantage supplémentaire. La combinaison de la robotique et de l'intelligence artificielle, y compris le contrôle de la qualité et la maintenance préventive, pourrait faire s'effondrer la structure des coûts de la production automobile, et la Chine est très en avance sur le reste du monde dans ce domaine.

<https://reseauinternational.net/la-quatrieme-revolution-industrielle-chinoise-ebranle-les-valeurs-technologiques-etasuniennes/>

Economie.

Cadeau. Dis-moi à qui profite le crime et je te dirai qui sont ses commanditaires.

JPMorgan rachète la banque en faillite « *First Republic Bank* » - lemediaen442.fr 1 mai 2023

JPMorgan Chase & Co a remporté l'appel d'offres pour acquérir la First Republic Bank lors d'une intervention d'urgence orchestrée par le gouvernement américain après que les efforts de sauvetage privés ont échoué à combler les déficits de l'établissement bancaire et que les clients ont retiré leurs dépôts.

JPMorgan prendra le contrôle des actifs de First Republic, y compris environ 173 milliards de dollars de prêts et 30 milliards de dollars de titres, ainsi que 92 milliards de dollars de dépôts.

Selon Bloomberg, les actions de First Republic ont chuté de plus de 33 % lors des échanges avant la séance de bourse, tandis que les actions de JPMorgan ont augmenté de 3,8 %. Le PDG de JPMorgan, Jamie Dimon, a déclaré que le gouvernement américain les avait invités à intervenir et que leur force financière leur avait permis de minimiser les coûts pour le fonds d'assurance-dépôts.

Les co-PDG de l'unité bancaire grand public et communautaire de JPMorgan, Marianne Lake et Jennifer Piepszak, vont superviser la banque :

« First Republic s'est forgé une solide réputation en servant ses clients avec intégrité et un service exceptionnel. Nous sommes impatients d'accueillir les employés. »

JPMorgan s'attend à enregistrer un gain unique de 2,6 milliards de dollars lié à la transaction, mais à encourir des coûts de restructuration liés à la transaction d'un montant de 2 milliards de dollars au cours des 18 prochains mois.

JPMorgan et la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation, est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis pour protéger les dépôts des clients des banques en cas de faillite) ont conclu un accord de partage des pertes pour couvrir les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts commerciaux, ainsi que 50 milliards de dollars de financement à terme à taux fixe de cinq ans. La FDIC estime que le coût pour le fonds d'assurance-dépôts sera d'environ 13 milliards de dollars.
lemediaen442.fr 1 mai 2023

Enquête aux Etats-Unis sur le rôle de Goldman Sachs dans la faillite de SVB - AFP 5 mai 2023

Les autorités américaines enquêtent sur les activités menées par Goldman Sachs pour le compte de la Silicon Valley Bank (SVB) avant la faillite de cette banque californienne, a révélé Goldman Sachs dans un document boursier publié jeudi.

Goldman Sachs a été critiqué pour avoir à la fois mené des activités de conseil pour la banque et racheté des titres dépréciés au cours d'une opération qui s'est révélée avoir joué un rôle central dans la faillite de SVB. AFP 5 mai 2023

J-C - Goldman Sachs s'est servi, et alors, normal, non ?

La Banque centrale américaine relève, encore, son principal taux directeur - AFP/LePoint.fr 4 mai 2023

La décision a été prise à l'unanimité. Mercredi 3 mai, la Banque centrale américaine a décidé de relever, d'un quart de point de pourcentage, son principal taux directeur, pour la dixième fois d'affilée. Il se situe désormais dans une fourchette de 5 % à 5,25 %, soit au plus haut depuis 2006.

De nombreux acteurs du marché attendent désormais une pause dans ces hausses de taux, qui renchérissent le coût du crédit pour les ménages et les entreprises, et, en ralentissant l'activité économique, doivent permettre de desserrer la pression sur les prix.

La dédollarisation passe à la vitesse supérieure

Le dollar américain est essentiel à la projection de la puissance mondiale des États-Unis. Mais en 2022, la part du dollar dans les monnaies de réserve a diminué dix fois plus vite que la moyenne des deux dernières décennies.

Il est désormais établi que le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale est en train de s'éroder. Lorsque les médias occidentaux commencent à s'attaquer sérieusement au récit de la dédollarisation du monde multipolaire, on sait que la panique s'est installée à Washington.

Les chiffres : la part du dollar dans les réserves mondiales était de 73% en 2001, de 55% en 2021 et de 47% en 2022. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'année dernière, la part du dollar a diminué dix fois plus vite que la moyenne des deux dernières décennies.

Il n'est désormais plus farfelu de prévoir une part mondiale du dollar de seulement 30% d'ici à la fin de 2024, ce qui coïncidera avec la prochaine élection présidentielle aux États-Unis.

<https://reseauinternational.net/la-dedollarisation-passe-a-la-vitesse-superieure/>